

CORRESPONDANCES

Bulletin d'information scientifique

Directeur de la publication

Michel CAMAU

Rédacteur en chef

Isabelle BERRY

Rédaction

Élias ABOU HAÏDER

Raffaele CATTEDRA

Myriam CATUSSE

Mohamed ELLOUMI

Benoît EUGENE

Olivier FENEYROL

Vincent GEISSER

Elise HELIN

Abdelhamid HENIA

Mohamed KERROU

Nora LAFI

Anne-Marie PLANEL

Mehdi REMILI

François SIINO

Mise en page

Besma OURAÏED

Diffusion

Hayet NACCACHE

Correspondances est publié par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (avec le soutien de l'I.F.C. Tunis)

IRMC - TUNIS

20, rue Mohamed Ali Tahar

Mutuelleville - 1002 TUNIS

Téléphone : (1) 79 67 22

Fax : (1) 79 73 76

Télex : 18080

IRMC- RABAT

Ambassade de France

Service Culturel, Scientifique et de Coopération

1, rue d'Annaba - RABAT

Téléphone : (7) 76 96 40

(7) 76 96 41

Fax : (7)76 89 39

Cette publication ne peut être vendue

Abonnement gratuit sur demande

3500 ex. Groupe Cérés

Les différentes rubriques éditoriales de *Correspondances* (*Positions de Recherche*, *Recherches en cours* et *Mémoires*) sont ouvertes aux enseignants-chercheurs, chercheurs et doctorants désireux d'utiliser ce support, dans la langue de leur choix (arabe ou français).

Les manuscrits (24 000 à 30 000 signes) peuvent être proposés à la Rédaction du Bulletin qui, dès réception, prendra contact avec les auteurs.

أبواب "مراسلات" (مواقف بحث، رسالة جامعية و
بداوة بصدد الإنجاز) مفتوحة أمام الأساتذة الباحثين،
وباحثي سلك الدكتوراه الراغبين في المساهمة
بكتاباتهم باللغتين العربية والفرنسية يمكن اقتراح
مقالات (من 24 000 إلى 30 000 حرف) على لجنة النشر
التي تتولى الإتصال بالمساهمين.

EDITORIAL

Les lecteurs auront pu le constater, *Correspondances* accorde de plus en plus de place à des questionnements liés au mouvement général des sciences sociales et au métier même de la recherche. Cette option figure au coeur des orientations de travail de l'IRMC, qui entend contribuer au nécessaire va-et-vient entre les disciplines scientifiques et les terrains de leurs mises à l'épreuve.

Dans le numéro 31 (juin 1995), Jean-Yves GRENIER avait abordé les relations entre l'histoire et la sociologie, ce "dialogue (presque) impossible". Tout récemment (n° 38, janvier 1995), Alain CAILLÉ appelait à un renouveau des sciences sociales en mettant l'accent sur l'exigence de synthèse conceptuelle. Avec la présente livraison, la rubrique POSITIONS DE RECHERCHE présente une réflexion d'Alain DESROSIÈRES sur la statistique dans sa double dimension sociale et cognitive. Cette contribution, comme les deux précédentes, offre la transcription d'un exposé présenté lors des journées scientifiques sur les pratiques des sciences sociales, organisées par l'IRMC et l'Académie tunisienne les 10-11 mars 1995.

Tout en se faisant l'écho des débats qui scandent le déploiement des sciences sociales, *Correspondances* maintient plus que jamais le cap sur l'horizon maghrébin. Dans ce même numéro, le Bulletin accueille, pour la première fois, un article relatif à la Mauritanie, avec un texte de Mariella VILLASANTE-de BEAUVAIS sur solidarité et hiérarchie chez les *Ahl Sidi Mahmûd*. En la circonstance, il illustre de nouveau son souci de rendre compte de thèses de doctorat récemment soutenues et, partant, non publiées. Pour bien marquer cette dimension de son rôle éditorial, il la place désormais sous la rubrique THESESES.

LA STATISTIQUE ENTRE LE LANGAGE DE LA SCIENCE ET CELUI DE L'ACTION

OU COMMENT DISCUTER L'INDISCUTABLE ?

ALAIN DESROSIÈRES

Membre de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques, Alain DESROSIÈRES est chercheur au Centre de Recherche en Économie et Statistique (CREST-INSEE) et participe aux activités du Groupe de Sociologie Politique et Morale (École des Hautes Études en Sciences Sociales et CNRS). Il a publié notamment Les catégories socioprofessionnelles, en collaboration avec Laurent THÉVENOT (Paris : La Découverte : 1992) et La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique (Paris : La Découverte, 1993).

LE STATISTICIEN ET SES LUNETTES

Ma réflexion sur la raison statistique est redevable, à l'origine, de l'enseignement de Pierre Bourdieu. Celui-ci s'employait à sensibiliser les apprentis statisticiens aux "lunettes de l'observation", autrement dit aux conditions de production de la connaissance. Les techniques et les outils mobilisés pour identifier, décrire et expliquer sont historiquement et socialement situés. Lorsque l'on regarde le monde, il arrive un moment où il est utile d'enlever les lunettes et d'en examiner les foyers, pour rompre avec une

épistémologie réaliste, toujours vivace, qui postule naïvement que le statisticien compte le mieux qu'il peut.

L'interrogation nécessaire sur l'outil trouvait sa justification immédiate dans l'intérêt porté aux classes sociales comme catégorie explicative. Dès lors que l'on rompt avec l'épistémologie naïve, l'étude des classes sociales en termes statistiques passe inévitablement par une mise en question du dispositif censé les saisir, autrement dit le code des C.S.P. (catégories socioprofessionnelles).

Cette posture réflexive sur les statistiques a donné une impulsion forte et originale à l'époque. Mais *a posteriori* j'en perçois toutes les limites. En effet, au regard du propos sur les conditions de production de la connaissance, l'attitude de P. BOURDIEU par rapport à la science pose problème. Celui-ci se réclamait de la Science avec un grand "S", affirmant bien haut la scientificité de la sociologie. Cependant, sa théorie du champ scientifique conduit à s'interroger sur le rapport entre *la* Science et les sciences. Elle présente l'inconvénient de ne pas vraiment prendre au sérieux le contenu des activités scientifiques. Que ce soit en matière de science, de religion, de droit ou d'art, domaines dans lesquels des travaux éclairants ont été réalisés, le dénominateur commun de ces champs serait de mettre en opposition les pratiques des intervenants

et les représentations qu'ils s'en font. Sans minimiser l'apport décisif du courant sociologique, force est de considérer qu'une telle démarche ne favorise pas une mise en perspective du développement de l'activité scientifique.

Apparu plus récemment, le courant de la sociologie des sciences et des techniques a joué un rôle non moins important.

DE LA SOCIOLOGIE DES SCIENCES À LA MONTÉE EN GÉNÉRALITÉ

La sociologie des sciences existait déjà de longue date mais était enfermée dans une sorte de partage des tâches consistant dans une séparation de l'interne et de l'externe. Certains travaux, de type *externaliste*, étudiaient les conditions sociales de possibilité d'une science à l'occidentale. Leurs interrogations portaient sur l'environnement et les facteurs susceptibles d'expliquer le déploiement différencié de l'activité scientifique. Ainsi, pouvait-on se demander pourquoi la science s'est développée d'une certaine façon en Europe occidentale et non pas en Chine ou dans le Monde arabe, qui, à d'autres époques, faisaient montre d'une avance en ce domaine. Les travaux *internalistes*, quant à eux, portaient sur la connaissance elle-même ses instruments, ses théorèmes et leur démonstration. Tandis que l'approche *externaliste* était surtout le fait d'historiens et de sociologues, la démarche *internaliste* relevait des spécialistes des disciplines scientifiques concernées : les mathématiciens traitaient de l'histoire interne des mathématiques et les physiciens de celle de la physique.

Ce partage a été remis en cause, durant les années 1970 par des chercheurs anglo-saxons, qui prônaient la combinaison des deux approches, en soulignant la nécessité d'observer simultanément la façon dont les scientifiques bricolent du social, constituent des réseaux d'alliance pour renforcer leurs positions, et bricolent leurs objets, autrement dit leurs théorèmes et leurs instruments¹. Cette abolition de la distinction entre objets sociaux et objets techniques a débouché sur un programme de sociologie de la science, dit *programme fort*. Elle a donné lieu à débat parmi les scientifiques dans la mesure où elle mettait entre parenthèses la question de la vérité. La sociologie de la science, en focalisant son approche sur les

mécanismes sociaux qui érigent des résultats en faits avérés, ne niait-elle pas la possibilité de la vérité et, partant, de la scientificité ?

Commentant le "renversement" de la sociologie de la science, Alain Caillé note : "Plutôt que de se demander ce que la société explique de la science, on se demandera ce que l'existence de la science nous apprend sur la société au sein de laquelle elle est possible"². Pour ma part, je me situe plutôt du côté du deuxième terme de l'alternative. Ce qui m'intéresse n'est pas seulement la sociologie de la statistique, mais ce que cette sociologie nous apprend de la société. Le problème de la vérité est un problème d'une autre nature, qui n'est pas dépourvu d'intérêt mais qui n'est pas l'objet de mon propos.

Du *programme fort* de la sociologie de la science, j'ai surtout retenu ce qui a été importé et développé en France par Michel CALLON³ et Bruno LATOUR⁴. Ces deux enseignants-chercheurs de l'École des Mines de Paris ont notamment écrit sur ce qu'ils appellent "la sociologie des laboratoires", une activité qui consiste à observer la science "en train de se faire" au travers de ses opérations pratiques sur les lieux même de la production de connaissances. Ils conduisent des travaux de type microsociologique portant sur les interactions fines qui sous-tendent les processus de recherche.

Une autre méthode de travail fort intéressante, mise en avant par ce courant et particulièrement par M.CALLON et B.LATOUR, se rapporte à l'idée de controverse : la *controverse* est un moment privilégié qui donne à voir comment les scientifiques travaillent. Avec la *controverse*, le sociologue des sciences est à même d'observer des individus qui argumentent et recourent à des ressources de type varié, scientifiques, sociales et techniques.

Personnellement, j'ai été séduit par cette manière de procéder. Contrairement à la démarche initiée par P.BOURDIEU, elle a le mérite de prendre au sérieux les contenus, qu'elle considère au même titre que les caractéristiques sociales. Elle opère des reconstitutions extrêmement vivantes, fouillées, souvent drôles, d'affaires, de réseaux et de controverses.

Je dois ajouter que malgré tout ce que je dois à ce courant méthodologique, j'en fais aujourd'hui la critique. Je lui reprocherais ce que j'appelle son manque d'intérêt pour les ressources de "montée en

généralité". On est parti, il y a trente ou quarante ans, d'une sociologie privilégiant la généralité pour passer d'une extrême à l'autre avec une sociologie de type ethno-méthodologique faisant table rase de toute généralité pour se cantonner dans l'observation d'acteurs qui bricolent des objets. Le *programme fort* laisse dans l'ombre le fait que ces acteurs puissent être reliés à des ressources permettant de monter en généralités. Or l'idée de construction de généralités, d'objectivation me paraît particulièrement importante. Plutôt que de considérer, à la manière des objectivistes, que l'objectivité ou la généralité préexistent en tant que telles, il importe de s'arrêter sur les façons de faire de la généralité, de construire des objectivités. Chaque facteur se bricole, mais on ne part jamais de zéro, on recourt à des ressources de montée en généralités. La statistique figure parmi ces ressources. Du moins, tel est le programme dans lequel j'essaie de me situer et qui fait apparaître la mise en place d'un appareil statistique comme un objet particulièrement intéressant.

Sans doute, la sociologie de la science appliquée aux sciences dures est-elle sans cesse confrontée à la question de savoir, par exemple, si pour expliquer la structure de l'atome il importe de connaître l'organisation d'un laboratoire ou, *a fortiori*, les origines d'Einstein. Il est loisible de soutenir que la structure de l'électron est totalement indépendante des considérations sociales. En revanche, si l'on observe la société à travers ses instruments statistiques, on aborde un domaine qui illustre pleinement la pertinence du programme postulant la non séparation des outils cognitifs et politiques. La statistique, les probabilités en tant que projet mathématique recouvrent une activité scientifique où il est strictement impossible d'autonomiser les formalismes et les réseaux sociaux en présence. On pourrait dire que la probabilité statistique est le domaine de rêve pour une sociologie des sciences et des techniques. D'autant plus qu'elle s'avère typiquement une façon de monter en généralité. Introduire de la statistique, c'est introduire un élément de généralité.

STATISTIQUE ET MISE EN FORME DU SOCIAL

Lorsqu'on parle de statistique, on utilise un même

mot pour désigner des postures, sinon des objets, différents. La statistique des instituts de statistique consiste dans la collecte de données chiffrées pour décrire des caractéristiques sociales et économiques. Elle connote des opérations et des instruments tels que, par exemple, les recensements ou les indices des prix. Sa visée est descriptive alors que celle de la statistique enseignée est formaliste. Dans les départements universitaires de statistiques on ne parle pas, à vrai dire, de données mais de méthodes mathématiques, de statistique inférentielle, de tests, de méthodes d'estimation. Cette ambivalence de la statistique, qui renvoie dans un cas à la description de la société et dans l'autre au formalisme, procède de deux histoires relativement autonomes et différentes : d'une part, l'histoire des institutions, c'est-à-dire la mise en place de structures administratives, mobilisant des catégories du droit, des normes et des standards au travers des recensements, enquêtes, fichiers, *etc.*, et d'autre part, une histoire, de type plus internaliste, des méthodes mathématiques. Qu'est-ce qui fait tenir ensemble ces deux histoires ?

Il y a là une question philosophique tout à fait fondamentale, celle du réalisme. On est en présence d'une façon particulière de mettre en scène des objets. De la même façon que Molière écrit une pièce qui donne à voir Sganarelle - Sganarelle existe, Molière le met en scène - la statistique met en scène des objets, à savoir l'indice des prix, le taux de chômage, une mesure institutionnelle, une moyenne, une corrélation. Ces objets sont fabriqués mais, une fois fabriqués, ils vivent leur propre vie. Si on les soumet à la méthode d'enquête chère à M.CALLON et B.LATOUR, on constate une structure de *controverse* qui réapparaît régulièrement et qui a trait à leur réalité. Ainsi, les objets *classe ouvrière*, *chômeurs* ou *agriculteurs* procèdent de catégorisations : on fabrique des catégories à partir d'une définition des ouvriers, des chômeurs ou des agriculteurs et en vue d'évaluer leur nombre. Les catégorisations donneront lieu à dénonciation par référence aux critères retenus qui pourront être jugés insuffisants ou trop généraux. Tiennent-elles compte de toute la diversité de la condition ouvrière, des formes multiples du chômage ou de la différenciation régionale de l'agriculture ? La catégorie ou classe d'équivalence et sa dénonciation relèvent d'une structure de *controverse* qu'on ne cesse de rencontrer et qui affecte également les outils mathématiques. La moyenne, méthode de calcul la

plus élémentaire, a fait l'objet pendant tout le XIX^e siècle de débats d'une extrême importance. Calculer une moyenne c'est supposer qu'il existe un objet commun qui justifie l'opération. Souvent on assistera à une espèce d'opposition stéréotypée entre une position *réaliste* qui consiste à parler du taux de chômage ou de l'indice des prix comme si ces objets existaient par eux-mêmes et une position anti-réaliste, qualifiable selon les cas de *nominaliste* ou de *relativiste*, qui consiste à déconstruire. Cette opposition se traduit par un phénomène plus troublant dans la mesure où un certain nombre de personnes pourront, à un moment donné, tenir un discours réaliste et, en d'autres circonstances, adopter une attitude rigoureusement anti-réaliste. La mesure de la population active nous en offre un exemple avec l'ouvrage publié par deux statisticiens français sous le titre *Deux siècles de population active*⁵. Les auteurs ont reconstitué une série de la population active sur deux siècles par des méthodes très indirectes. La structure de la population active du XIX^e siècle n'a rien à voir avec ce qu'elle est aujourd'hui. La question posée en l'occurrence n'est pas de savoir si cette reconstitution est juste ou fautive. Elle relève davantage d'une sociologie de la rhétorique de l'usage de la statistique et pourrait se formuler de la manière suivante : dans quelles circonstances utilise-t-on tel ou tel type d'arguments ?

Il est frappant de constater que le discours dont la statistique fait l'objet n'a pratiquement plus bougé depuis trente ans, depuis la diffusion des techniques quantitatives dans les sciences sociales, entre les années 30 et 70. Les débats se sont figés dans la mesure où l'on a persisté à considérer l'objet statistique uniquement comme un moyen au lieu de le réintégrer dans une sociologie des modalités de construction de la généralité. Les statistiques se sont diffusées dans les domaines de l'administration et de la gestion en tant qu'outil de rationalité parmi d'autres, la scientificité devenant ainsi partie prenante du langage de l'action. Elles ont par la suite trouvé également une instrumentation dans les sciences sociales, notamment en économie, en sociologie et en histoire. Sans doute y aurait-il place pour une étude sur la réception différentielle entre ces trois disciplines. Mais force est de constater qu'après avoir été à la mode, le quantitatif est désormais critiqué de façon stéréotypée. On pourrait même parler à cet égard d'un refus, encore que celui-ci n'emprunte pas les mêmes formes en France et dans les pays anglo-saxons et varie suivant

les disciplines. Il reste que le sujet s'est étiolé et que la statistique n'est pas considérée comme un sujet de réflexion noble. Or, à mes yeux, la raison statistique, par le fait même qu'elle relève simultanément du langage de l'action et du projet scientifique, constitue en elle-même un objet d'investigation particulièrement éclairant sur la mise en forme du social. Envisagée sous cet angle, elle implique l'adoption d'une perspective historique.

DIMENSION SOCIALE ET DIMENSION COGNITIVE DE LA STATISTIQUE

Le rapport entre l'histoire et la statistique va bien au-delà de l'histoire sérielle, qui s'attache à rechercher et ordonner des statistiques relevant de domaines préalablement délimités. Il se noue de manière plus ambitieuse dans une confrontation des problématiques respectives de l'histoire des sciences et de la statistique. Cette confrontation a été amorcée, il y a une vingtaine d'années à l'occasion d'une rencontre entre historiens et statisticiens. Elle s'est développée en France avec la conduite de travaux sur l'histoire des administrations, des enquêtes, des recensements et des nomenclatures. Avec celles-ci, on retrouve le thème des lunettes du statisticien, cher à P.BOURDIEU. Dans ce cadre, pour ma part, j'ai travaillé sur l'histoire des CSP françaises. Un autre courant issu de l'histoire des sciences proprement dites s'est cristallisé durant les années 80 dans les pays anglo-saxons sur l'histoire des probabilités, autrement dit sur l'histoire des statistiques en tant qu'instrument mathématique. Pendant une année, une dizaine de chercheurs - philosophes, historiens, économistes, physiciens, psychologues, sociologues - se sont constitués en collectif de recherche sur ce thème. Il en est résulté une série de livres qui ont fait avancer le sujet de façon tout à fait impressionnante⁶.

L'ouvrage que j'ai consacré à *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique* se situe au carrefour de ces différentes approches. Il procède d'un projet tendant à les faire tenir ensemble. Il m'importait d'adopter une démarche générale qui, tout en intégrant mes recherches antérieures sur les classifications⁷, fasse place aux apports de chercheurs venus d'autres horizons. A titre d'exemple, je citerai le nom du philosophe I.HACKING, auteur, entre autres

ouvrages, d'un livre dont le titre, *The Taming of chance* (Apprivoiser le hasard), illustre bien le propos sur le rôle joué par les probabilités⁸. Avec celles-ci, on se trouve à la charnière entre une démarche cognitive et une démarche sociale. Le développement des travaux sur la moyenne au XIX^e siècle, avec notamment l'astronome belge Adolphe QUETELET⁹, rend compte de ce trait. La question de la moyenne, de "l'homme moyen", était axée sur l'idée de régularité des phénomènes macro-sociaux, par opposition à la volatilité et à l'imprévisibilité des comportements individuels. La régularité des moyennes mettait à nu la contradiction entre une sorte de déterminisme macro-social et une supposée, ou revendiquée, liberté individuelle. De la sorte, le débat sur la moyenne combinait un aspect technique et une dimension philosophique relative au libre-arbitre.

Au regard de ces deux volets - la classification et l'outil mathématique - la controverse réalisme/anti-réalisme pose une question tout à la fois cognitive et pratique qui porte sur l'existence de l'objet ainsi que sur la qualité et les objectifs de ceux qui s'opposent.

On pourrait aller plus loin dans l'analyse et considérer le formalisme mathématique ou statistique d'un triple point de vue : syntaxique (quelles sont les règles de fonctionnement ?), sémantique (ce qu'on fait dire à la moyenne ; comment on l'interprète ?), pragmatique (le rapport à l'action ; ce qu'on compte en faire). Si l'on envisage le formalisme statistique sur une longue période, la relative stabilité des syntaxes contraste avec les mutations des sémantiques. Ainsi, la statistique mathématique anglaise, avec Francis GALTON¹⁰ et Karl PEARSON¹¹ au XIX^e siècle, dans un contexte fortement inspiré par Darwin, a poursuivi un projet inspiré par des préoccupations philosophiques et politiques sur l'hérédité, les aptitudes humaines et l'eugénisme. A cette sémantique, a correspondu une syntaxe des plus productives avec pour outillage : la corrélation, la régression, le test du *chi-deux* et l'analyse multivariée. Tous ces instruments figurent aujourd'hui en bonne place dans les manuels de statistiques alors que l'épistémologie et la ligne politique qui ont présidé à leur élaboration sont rejetées et presque oubliées. Les outils se sont autonomisés, la syntaxe survivant à une sémantique et une pragmatique initiales. De la même manière, une thèse récente sur l'histoire du modèle linéaire montre

que la sémantique autour de cette syntaxe a changé du tout au tout¹². C'est là un programme de recherche qui, en construisant un espace de variation de l'objet à partir de sa syntaxe, de sa sémantique et de sa pragmatique peut aller beaucoup plus loin que les approches de P.BOURDIEU ou de B.LATOUR.

Reste à savoir si l'objet objectivé tient toujours. Un axe de recherche fructueux a été développé en ce domaine par Laurent THÉVENOT avec *l'investissement de formes*¹³. Il s'agit d'appliquer à la fabrication des outils statistiques une structure de raisonnement utilisée en économie à propos de l'investissement. La fabrication d'une machine destinée à produire des objets standards suppose un investissement coûteux dans la perspective d'un gain ultérieur. De même, avec l'élaboration d'un outil statistique, on investit dans des formes techniques et sociales qui permettent d'assembler des choses distinctes. Cet investissement a un coût dans la mesure où il conduit à sacrifier quelque chose (la multiplicité des cas singuliers) mais il génère un profit ultérieur avec la stabilisation de formes standards, mémorisables, transmissibles et réutilisables.

STATISTIQUE, MATHÉMATIQUES ET SCIENCES SOCIALES

On le voit, les statistiques ne sauraient être considérées comme un simple prolongement des mathématiques. Sur ce point, l'histoire des relations entre les statistiques et l'économie est éclairante.

A la fin du XIX^e siècle, les économistes se répartissaient entre deux pôles. Les uns, dans le sillage de l'école historique allemande, se plaçaient dans une perspective descriptive, s'attachant à la singularité d'une société ou d'une économie et utilisant la statistique comme un instrument, parmi d'autres, aux fins de mesure et de quantification. Ce courant, illustré à l'origine par Ernest ENGEL, admettait que la statistique puisse faire apparaître des régularités empiriques. En revanche, bien que par ironie de l'histoire le nom de Engel soit associé à une "loi" sur la relation entre revenus et dépenses alimentaires, il récusait l'idée que la statistique prétende établir des "lois" analogues à celles de la physique. A l'opposé, d'autres économistes se réclamaient d'une théorie économique, littéraire ou mathématique de type

hypothético-déductif, réservant peu de place aux statistiques. Il a fallu attendre les années 30 pour assister au mariage de la statistique et de la théorie économique, avec aux Etats-Unis le programme de la *Cowles Commission* et la création de la Société d'économétrie. L'appareil statistique a alors acquis une légitimité par son alliance avec l'économie théorique et l'économie appliquée. Cette évolution a été rythmée par des controverses entre les institutionnalistes, héritiers des historicistes, et les économètres. Parmi ces derniers, T. KOOPMANS a conduit, en 1947, une critique des plus radicales à l'encontre des statisticiens économistes descriptifs, accusés de ne référer leurs investigations statistiques à aucune théorie et, partant, de ne pouvoir généraliser leurs observations en vue de la prévision. Son article "Measurement without theory"¹⁴ témoignerait, si nécessaire, de ce que les enjeux de la statistique ne sont pas uniquement d'ordre mathématique mais qu'ils recouvrent la conception que l'on se fait des sciences sociales.

Dans un article souvent cité, Carlo GINZBURG, historien de la *microstoria*, a mis en cause le *paradigme galiléen* pour lui opposer le *paradigme indiciaire*.¹⁵ Il entendait signifier que les sciences sociales en général et l'histoire en particulier se sont représenté leur horizon de connaissance en fonction de lignes de force inspirées de l'astronomie galiléenne. A l'encontre de ce point de vue macro-social et formaliste, qui est celui de l'objectivation, il préconisait une approche interprétative fondée sur les *traces* et *indices*. En écho de cette critique du paradigme galiléen s'est diffusée une vulgate suivant laquelle la statistique et les mathématiques constitueraient, pour ainsi dire, les termes d'une même équation. Or, le classement et la quantification ne relèvent pas nécessairement ni exclusivement du *paradigme galiléen*. A plus d'un titre, ils participent des *traces*.

ALAIN DESROSIÈRES

NOTES

- 1 BLOOR D.- *Socio-logie de la logique ou les limites de l'épistémologie*.- Paris : Éditions Pandore, 1982.
- 2 CAILLÉ A.- *La démission des clercs. La politique des sciences sociales et l'oubli du politique*. - Paris : La Découverte, 1993
- 3 CALLON M., éd.- *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*.- Paris : La Découverte, 1989.
- 4 LATOUR B.- *La science en action*. Paris : La Découverte, 1989.
- 5 MARCHAND O. et THÉLOT C.- *Deux siècles de marché du travail en France*.- INSEE, 1991.
- 6 A titre d'exemples : GIGERENZER G. et alii. - *The Empire of Chance. How probability changed science and everyday life*.- Cambridge : Cambridge-University Press, 1989.
- 7 DESROSIÈRES A. et THÉVENOT L.- *Les catégories socioprofessionnelles*.- Paris : La Découverte, 1992.
- 8 HACKING I.- *The Taming of chance*.- Cambridge : Cambridge University Press, 1990.
- 9 QUETELET A.- *Sur l'homme et le développement de ses facultés ou essai de physique sociale*.- Paris : Bachelier, 1835.
- 10 GALTON F.- *Hereditary genius. An inquiry into its laws and consequences*.- London : Macmillan, 1869.
- 11 PEARSON K.- *La grammaire de la science*.- Paris, Alcan, 1912 (trad. L. March).
- 12 ARMATTE M.- *Histoire du modèle linéaire. Formes et usages en statistique et économétrie jusqu'en 1945*.- Thèse de doctorat, EHESS, Paris.
- 13 THÉVENOT L.- "Les investissements de forme" in *Les Conventions économiques, Cahiers du Centre d'Étude de l'emploi*, 29, 1986, pp. 21-71.
- 14 KOOPMANS T.- "Measurement without theory", *Review of Economic Statistics*, 29, 1947, pp. 161-172.
- 15 GINZBURG C.- "Traces : racines d'un paradigme indiciaire" in *Mythes, emblèmes, traces, morphologie et histoire*.- Paris : Flammarion, 1989.

SOLIDARITÉ ET HIÉRARCHIE AU SEIN DES AHL SÎDI MAHMÛD.

ESSAI D'ANTHROPOLOGIE HISTORIQUE D'UNE
CONFÉDÉRATION TRIBALE MAURITANIENNE,
XVIIIÈME-XXÈME SIÈCLES.

Mariella VILLASANTE-DE BEAUVAIS

Mariella VILLASANTE-de BEAUVAIS a soutenu le 8 décembre 1995 une thèse nouveau régime en Anthropologie sociale et Ethnologie à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales - Paris (4 vols. 1329 pages de texte et 209 pages d'Annexes. 101 récits oraux, 54 figures, 51 tableaux, 30 cartes et 468 références bibliographiques).

Le jury était composé de Pierre BONTE (directeur de thèse), Emmanuel TERRAY, Hélène CLAUDOT-HAWAD et Abdel Wedoud OULD CHEIKH.

M. VILLASANTE-de BEAUVAIS est chercheur associé à URBAMA (URA 365 CNRS).

Ce travail s'appuie d'une part sur des données originales récoltées au cours de trois ans de recherches de terrain en Mauritanie et, d'autre part, sur diverses sources écrites : sources arabes traduites, archives coloniales d'Outre-mer, ouvrages et documents officiels de la République Islamique de Mauritanie et enfin journaux et revues mauritaniens.

D'une manière générale, la thèse se situe dans le cadre académique, en voie de constitution, de l'anthropologie historique des sociétés tribales arabes, mais également dans le cadre large de l'anthropologie

politique. Le propos essentiel du travail a trait aux rapports entre parenté et politique au sein d'une organisation supratribale *bidân* (arabophone) née au XVIIIème siècle et englobée depuis le début du XXème siècle dans une structure étatique, coloniale d'abord, mauritanienne ensuite. De manière plus précise, il s'agit de saisir les faits de structure sociale et politique inscrits dans l'histoire des *Ahl Sîdi Mahmûd*, l'un des groupements tribaux les plus importants du point de vue démographique en République Islamique de Mauritanie. Ces derniers, installés dans la région de l'Assaba, dans l'Est du pays, comptent environ 40.000 membres, répartis en onze *qabâ'il* ("tribus", sg. *qabîla*) et cent sept fractions. La reconstruction de leur histoire, dans le contexte régional et national, précède et accompagne l'analyse anthropologique qui est développée dans le but de définir les invariants de la structure interne des *Ahl Sîdi Mahmûd*.

L'approche monographique occupe une partie importante de la thèse, ce choix étant justifié par l'état actuel de la recherche anthropologique et historique en Mauritanie, mais également par la nécessité d'explicitier les particularités des *Ahl Sîdi Mahmûd* dans le contexte du terrain mauritanien. Cependant, ce cadre a été dépassé à plusieurs reprises tout au long du travail car la situation des *Ahl Sîdi Mahmûd* ne peut

être comprise en dehors du cadre global dans lequel ils évoluent. Cette étude tente ainsi de donner également une vision globale de la société *bidân* et, plus largement, de la société mauritanienne. Des états de lieux ont été ainsi dressés pour tout ce qui concerne les travaux historiques et théoriques sur l'organisation sociale et politique mauritanienne.

ORDRE SEGMENTAIRE TRIBAL : ÉGALITÉ STATUTAIRE ET HIÉRARCHIE

Pendant longtemps les études anthropologiques menées dans l'aire culturelle arabo-musulmane ont insisté, dans le cadre de la théorie de la segmentarité, sur les caractéristiques "égalitaires", segmentaires et unifiliatives du système social et politique tribal que l'on voyait généralement comme opposé à la hiérarchie sociale et à l'ordre politique centralisé, étatique moderne. Or, en suivant la perspective théorique ouverte par Louis DUMONT (1972), depuis une vingtaine d'années on développe une autre perspective d'étude qui souligne que cette manière de voir les choses n'est pas pertinente car elle attribue une valeur structurelle aux représentations arabes de la parenté (agnatisme) et du politique (l'équivalence des segments). Sur le terrain mauritanien, Pierre BONTE (1979, 1991) a montré que l'ordre segmentaire tribal se situe à la confluence de deux principes, le principe de l'égalité statutaire ou de la solidarité entre les groupes de même statut, et le principe de la hiérarchie sociale, tous deux légitimés du point de vue généalogique. Néanmoins, l'application de ces principes au cas d'une organisation supratribale comme les *Ahl Sîdi Mahmûd* montre certaines particularités. En effet, dans ce type d'organisation sociale et politique, l'ordre généalogique fonde avant tout la hiérarchie entre les *qabâ'il* de la "confédération" (un terme peu utilisé en Mauritanie mais qui peut se traduire par le mot arabe "*ittihâd*"). Si du point de vue global les *Ahl Sîdi Mahmûd* mettent en avant le principe de la solidarité collective, ou '*assabiyya* dominante, du point de vue restreint, au sein de chaque *qabila*, c'est le principe hiérarchique qui est prédominant. C'est en effet autour de ce principe, qui définit l'existence des rangs entre les groupes, toujours en relation avec la généalogie, que la vie politique acquiert son sens et guide les pratiques quotidiennes des groupes de la confédération.

La première partie de la thèse concerne l'ordre politique traditionnel (milieu XVIII^{ème} siècle-1907), la deuxième porte sur l'actualisation des principes d'égalité et de hiérarchie durant la période contemporaine (1907-1992), notamment à travers l'analyse de la relation entre l'organisation tribale et l'organisation étatique. La distinction chronologique suit de près les conceptions des *Ahl Sîdi Mahmûd* sur le passé et le présent. Aussi n'a-t-elle pas de rapport avec une distinction historiographique de la société *bidân* "pré-coloniale"/"coloniale"/"étatique", mais a plutôt trait à une différenciation interne à l'histoire politique des *Ahl Sîdi Mahmûd*. Pour eux, le passé "traditionnel" se termine avec le décès de l'un de leurs chefs, Sîd al-Muhtar wull Muhammad Mahmûd (1907). Le mot "traditionnel" rend compte ici de l'époque où les bases structurelles de leur organisation supratribale se sont construites et affirmées; en contrepoint avec la "modernité" où les innovations sociales, politiques et économiques furent introduites dans le *trâb al-bidân* ("le pays des *bidân*") en général et dans la région de l'Assaba en particulier. D'après leurs discours, ce n'est qu'un hasard si ces innovations ont été contemporaines de l'installation coloniale dans leur région, l'Assaba.

ORDRE POLITIQUE TRADITIONNEL (MILIEU XVIII^{ÈME} SIÈCLE-1907)

Pour décrire et analyser l'élaboration des fondements de la cohésion supratribale ainsi que la hiérarchie des rangs entre les groupes de la confédération, l'on a fait place à l'histoire politique *bidân*, c'est-à-dire à l'histoire de la constitution de la société *bidân* au sein de laquelle les *Ahl Sîdi Mahmûd* ont évolué. Au-delà des aspects proprement historiques, sur lesquels nos connaissances sont assez maigres, il ressort que les traditions orales rejoignent certains motifs idéologiques récurrents chez les *bidân* (comme l'importance de la geste des Almoravides, au XI^{ème} siècle, et la venue des Banî Hassân, entre le XIV^{ème}-XVI^{ème} siècles); tout en présentant des idées historiques propres à l'Est mauritanien (notamment pour ce qui est de la non-correspondance entre les origines généalogiques et les statuts tribaux qui dans l'Ouest et dans le Nord correspondent aux "ordres" statutaires).

L'ordre traditionnel s'est forgé dans l'espace du Tagânet, en étroite liaison avec l'histoire politique des *Idaw'ish* qui, à cette époque, détenaient une chefferie guerrière importante tentant de se défaire de la dominance des *Awlâd M'bârek*. Les *Ahl Sîdi Mahmûd* et les *Idaw'ish* seront étroitement associés à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle, non seulement parce que l'essentiel des rangs des premiers a été alimenté par les rattachements des groupes subordonnés aux seconds, mais surtout parce que les *Ahl Sîdi Mahmûd* participeront activement, tout à long du XIX^{ème} siècle, aux luttes factionnelles segmentaires et politiques des *Idaw'ish*.

Plus précisément, les *Ahl Sîdi Mahmûd* se sont constitués autour d'un chef religieux, issu des *Idawalhâjj* de Wadân. L'affiliation religieuse initiale devint cependant progressivement une affiliation supratribale fondée non pas sur les liens agnatiques mais sur les relations d'alliance et de protection politique établies entre Lemrâbot Sîdi Mahmûd et ses "protégés". Le référent généalogique servira, dès le début, à instaurer la hiérarchie interne de la confédération, divisée en deux grands groupes, les *Idawalhâjj* et les *muhâjriyyîn* ("les émigrés"). Le rattachement de groupes ayant diverses origines généalogiques n'impliqua pas pour autant l'émergence d'une structure simplement tribale, dans la mesure où, même au niveau des familles isolées, ils ne cherchèrent pas à se rattacher généalogiquement au fondateur mais conservèrent leurs propres références agnatiques. Après la mort de Lemrâbot Sîdi Mahmûd, l'évolution politique de la confédération fut directement influencée par ses descendants qui monopolisèrent les rôles de commandement et de représentants reconnus de la 'assabiyya supratribale. C'est pourquoi l'histoire confédérale apparaît principalement comme l'histoire des choix politiques pris par la chefferie dirigeante. Ces choix exprimaient avant tout la volonté politique affichée d'affirmer la place des *Ahl Sîdi Mahmûd* dans le contexte régional du Tagânet-Assaba. Dans cette lutte de classement, la dominance politique apparaissait comme le but essentiel à atteindre par la chefferie dirigeante.

L'autonomie politique de la confédération fut acquise au cours de la période de chefferie d'Abdellahi wull Lemrâbot Sîdi Mahmûd (1786-1839), qui réussit

à transformer l'autorité religieuse héritée de son père en pouvoir politique militaire. A partir de cette période, les *Ahl Sîdi Mahmûd* adoptent le statut guerrier grâce à leur intervention dans les luttes factionnelles des *Idaw'ish*, doublées de luttes militaires contre les Kunta du Tagânet. A cette époque, les rangs de la confédération s'élargirent considérablement. Ce processus apparaît autant comme une conséquence de la faiblesse politique des *Idaw'ish* (déchirés par des crises de succession au titre "émiral"), que comme un résultat de la volonté politique d'autonomie politique des qabâ'il guerrières subordonnées aux *Idaw'ish*.

La place politique des *Ahl Sîdi Mahmûd* fut consolidée dans le cadre régional au cours de la période de chefferie de Muhammad Mahmûd wull Abdellahi (1839-1882), qui réussit à élargir considérablement la force militaire de la confédération. Les références religieuses, encore présentes du temps de son père, furent pratiquement abandonnées au cours de ces années. Muhammad Mahmûd est de fait reconnu comme l'amîr des *Ahl Sîdi Mahmûd*, non seulement en raison des activités militaires qu'il développa, mais aussi par l'élargissement notable du contrôle des hommes et du territoire de l'ar-Rgayba qu'il sut mettre en place durant son commandement. Autant de faits qui expliquent pourquoi la tente de chefferie s'est fixée jusqu'à nos jours au sein de sa descendance, les *Ahl Muhammad Mahmûd*.

La mort de Muhammad Mahmûd ouvrit une période de luttes factionnelles (1882-1903) qui divisèrent les *Ahl Sîdi Mahmûd* en deux groupes dirigés par deux fils de l'amîr, Sîd al-Muhtar et Sîdi Muhammad. L'analyse de cette phase historique fait ressortir les similitudes structurelles existantes entre les mécanismes de lutte pour le pouvoir au sein des *Ahl Muhammad Mahmûd* et ceux que l'on retrouve au sein des structures politiques émiraux (par exemple celle de l'Adrâr analysée par P. BONTE). Dans les deux cas on est en présence de structures supratribales fortement hiérarchisées et d'une centralisation du pouvoir politique au sein d'une famille de chefferie dont la dominance est justifiée en termes généalogiques. Néanmoins, contrairement à la situation des émirats de l'Ouest, l'émergence d'un factionnalisme de type politique chez les *Ahl Sîdi Mahmûd* (organisé en fonction de la participation au

pouvoir de la chefferie dirigeante) n'impliqua pas la "subordination" du factionnalisme segmentaire. De plus, la relative séparation entre l'ordre de la parenté et l'ordre du politique, identifiée comme un indice de l'existence de l'organisation émirale *bidân*, apparaît chez les *Ahl Sîdi Mahmûd* (mais aussi chez des groupes tels les *Idaw'ish* et les *Meshdûf*) encore plus relative. La pénétration militaire française dans le pays suscita une réunification des rangs des qabâ'il confédérales qui s'étaient divisées en suivant les clivages factionnels; sous la direction de Sîd al-Muhtar wull Muhammad Mahmûd, les *Ahl Sîdi Mahmûd* participèrent activement aux luttes de résistance anticoloniale (1905-1907). Après la défaite militaire, commença une restructuration globale de l'organisation politique de la confédération dont la chefferie avait été assumée par Muhammad Mahmûd wull Sîd al-Muhtar (m. 1942). Les *Ahl Sîdi Mahmûd* se divisèrent alors en trois groupes selon une coupure géographique et politique favorisée par les militaires français.

L'analyse des faits de structure forgés durant la période traditionnelle a été conduite à partir des notions de proximité/distance sociale et statutaire. De cet examen (préalablement placé dans le cadre de la parenté et de l'alliance *bidân*) il apparaît que si l'unité politique confédérale s'imposa vers l'extérieur, par l'affirmation de l'égalité d'appartenance aux *Ahl Sîdi Mahmûd* et de la solidarité sociale (*'assabiyya*) qui en découle, du point de vue interne ce sont les principes hiérarchisants qui furent privilégiés. Néanmoins, contrairement à ce qui peut être observé chez d'autres groupes *bidân* (tel les *Awlâd Qaylân* étudiés par P. BONTE), cette hiérarchisation politique et sociale n'a jamais été remise en question au sein des *Ahl Sîdi Mahmûd*. D'ailleurs, l'analyse des stratégies matrimoniales de la chefferie dirigeante permet d'observer de plus près la continuité entre l'ordre de la parenté (filiative et d'alliance matrimoniale) et l'ordre du politique. Au cours de la période d'émergence de la confédération, les chefs en place établirent ainsi des alliances matrimoniales "lointaines" destinées au renforcement de leur prestige religieux et militaire. A contrario, les chefs confédéraux qui se sont succédés depuis lors ont contracté des alliances matrimoniales "proches", exprimant par là leur volonté d'affermir le pouvoir politique déjà acquis. Enfin, d'un point de vue plus général, il convient de souligner le respect constant du principe d'hypergamie

féminine; en effet, c'est à ce niveau que le maintien des hiérarchies statutaires et de rangs s'est exprimé et affirmé historiquement.

ACTUALISATION DES PRINCIPES D'ÉGALITÉ STATUTAIRE ET DE HIÉRARCHIE DURANT LA PÉRIODE CONTEMPORAINE (1907-1992)

Les événements historiques caractérisant la période contemporaine ont introduit des modifications importantes dans les pratiques et dans les représentations sociales (au sens de P. BOURDIEU, 1982) du politique, sans pour autant impliquer une transformation radicale de la structure politique supratribale des *Ahl Sîdi Mahmûd*. La souplesse adaptative et la plasticité de l'organisation tribale sont ainsi mises en relief pour montrer qu'elle continue à évoluer au sein même de l'Etat-nation mauritanien.

L'installation coloniale eut ainsi des effets assez relatifs sur l'évolution de la structure confédérale. Certes, l'apparition d'une organisation politique qui se voulait centralisatrice introduisit de nouvelles pratiques politiques organisées en fonction de ce nouveau lieu de pouvoir. La chefferie dirigeante de cette époque (Muhammad Mahmûd wull Sîd al-Muhtar, puis Muhammad Râdi wull Muhammad Mahmûd), adopta une stratégie de rapprochement du pouvoir centralisé, représenté par les autorités régionales. Pour affirmer sa dominance anciennement exercée dans le territoire de l'ar-Rgayba de l'Assaba, elle décida d'adhérer aux nouvelles règles d'accès à la terre introduites par les colonisateurs. Néanmoins, les principes d'égalité et de hiérarchie ne furent nullement transformés, il en fut de même pour le maintien du double statut tribal des ressortissants de la confédération.

L'installation de l'Etat moderne ne transforma pas fondamentalement cette situation : les *Ahl Sîdi Mahmûd* poursuivirent leurs luttes factionnelles et leurs fissions segmentaires dans un cadre politique assez autonome. Cependant, pour nuancer cette affirmation, il convient de rappeler que pendant le régime de Muhtar wull Daddah (1960-1978), de nouvelles idées et pratiques du politique furent introduites, touchant notamment la forte opposition entre "l'organisation tribale" et "l'organisation étatique". Ces idées n'eurent cependant

pas d'effets évidents sinon après les années 1970. En effet, dans la période contemporaine, l'évolution des principes d'égalité et de hiérarchie de la confédération est étroitement associée aux enjeux politiques de la société *bidân* mauritanienne : le maintien des solidarités tribales et des clivages hiérarchiques dans un contexte d'expansion de l'organisation étatique, qui propage -du moins dans les discours- les idées de construction de l'Etat-nation et d'égalité sociale moderne.

L'emprise croissante de l'ordre politique national-étatique apparaît en Mauritanie comme une conséquence directe de la grande sécheresse sahélienne. L'Etat élargit alors considérablement son autorité et sa logique à l'intérieur du pays à travers l'aide alimentaire et les services nationaux mis en place à partir de 1970. Ce phénomène climatique, qui se poursuit de nos jours, apparaît ainsi comme le catalyseur principal des modifications de l'ordre du politique aussi bien chez les *Ahl Sîdi Mahmûd* que chez les *bidân* en général. Il figure également à la base de l'imbrication pratique entre l'ordre étatique et l'ordre tribal affirmé par l'émergence d'un nouveau système clientélaire associant les chefferies tribales "traditionnelles" avec l'administration mauritanienne. Sur un plan plus fondamental, la sécheresse est également à la base de la grande transformation du mode de vie nomade et pastoral qui a conduit à la sédentarisation massive des *bidân*, parmi lesquels, les onze *qabâ'il* confédérées des *Ahl Sîdi Mahmûd* (*Ahl Muhammad Mahmûd*, *Ahl Muhammad Râdî*, *Hellet Ahmed Taleb*, *Ahl Hamma Hattar*, *Swâker*, *Zbeyrât-Kankossa*, *Zbeyrât-Sélibaby*, *Azeyzat*, *Ahl Hmaymîd*, *Tâjûnit* et *Lemjajta*).

La tendance globale au renforcement de l'organisation étatique en Mauritanie sera largement prolongée avec l'installation des divers régimes militaires (1978-1992). C'est au cours de cette période récente que le gouvernement adopta des mesures juridiques tendant, pour la première fois dans l'histoire mauritanienne, à consolider le pouvoir étatique par le biais d'une transformation radicale des structures hiérarchiques tribales *bidân*. Les mesures étatiques "égalitaristes" destinées à redéfinir de manière globale la structure sociale mauritanienne (c'est-à-dire le décret d'abolition de l'esclavage de 1980 et la Loi Foncière

de 1983), n'ont eu que des effets relatifs chez les *Ahl Sîdi Mahmûd*. De fait, le processus de libération des '*abîd* commença chez eux bien avant la dernière abolition formelle de l'esclavage ; et il apparaît beaucoup plus comme une conséquence de la grande sécheresse sahélienne que comme un effet de l'application de la loi. Par ailleurs, la prédominance des droits fonciers coutumiers au sein de la confédération met en avant la distance hiérarchique entre les propriétaires de la terre (englobés sous la dénomination "*bidân*", au sens statutaire de "hommes libres") et les agriculteurs (*hrâtîn*, affranchis d'origine "servile"); même si de nos jours l'on enregistre des transformations idéologiques tendant vers l'égalitarisme moderne. L'examen des pratiques foncières chez les *Ahl Sîdi Mahmûd* permet également de montrer l'importance économique, sociale et politique de l'agriculture; les activités pastorales et commerciales étant placées, de nos jours, au second plan. En outre, si d'une manière générale il est montré que l'on préfère régler les conflits fonciers dans le cadre de la *qabîla*, depuis 1977 on enregistre un intérêt politique tout à fait nouveau pour faire appel à l'arbitrage de l'administration mauritanienne. Ces conflits ont, par ailleurs, un contenu économique et social, c'est-à-dire qu'ils sont associés aussi bien à la pression sur la terre utile à l'agriculture (conséquence de la sécheresse), qu'à la mise en avant de conflits factionnels segmentaires ou politiques. Des conflits indispensables pour alimenter la '*asabiyya* collective, l'identité et la cohésion sociale des groupes.

L'examen des pratiques et des discours qui organisent la vie politique des *Ahl Sîdi Mahmûd* entre 1978 et 1992 renvoie au nouvel ordre politique national inauguré en 1978 (régimes des colonels mauritaniens). Il existe une association étroite entre l'instabilité de ces régimes militaires et le factionnalisme politique qui s'installa au coeur même de l'appareil étatique mauritanien. Les luttes pour le pouvoir présente en effet les mêmes caractéristiques que l'on retrouve dans l'organisation tribale, notamment le modèle duel des deux pôles dont l'un se revendique "légitime" et l'autre est classé "dissident". Ceci nous conduit à affirmer que si l'Etat mauritanien ne fonctionne qu'à mi-temps (comme le dit Ould Cheikh 1985, 1987), c'est parce que la séparation de l'ordre de la parenté d'avec l'ordre du politique n'a pas (encore?) eu lieu au niveau de

l'Etat. Pour ce qui est des *Ahl Sîdi Mahmûd*, les jeux factionnels perdirent relativement de leur importance au cours des années marquées par la grande sécheresse et par ses effets socio-économiques les plus importants (le passage du nomadisme pastoral à la sédentarisation et à l'agriculture). Ces années ont vu apparaître également des clivages idéologiques nouveaux entre les membres de la confédération formés à l'école moderne et ceux ayant suivi un cheminement plutôt "traditionnel".

ORDRE TRIBAL ET DÉMOCRATIE

L'ouverture démocratique dans le pays, entamée depuis 1986, a impliqué une réorganisation globale des pratiques et des discours sur le présent et sur l'avenir de l'organisation supratribale. Si une large majorité des membres de la confédération s'accorde pour affirmer que la *'asabiyya* ainsi que les mécanismes de régulation sociale habituels (notamment le règlement des conflits dans le cadre segmentaire confédéral) ont gardé toute leur importance, le secteur politisé (au sens moderne du terme) considère que la *qabîla* ne peut continuer à exister dans un cadre "vraiment étatique". Au-delà de ces interprétations de la situation actuelle, il n'y a pas lieu d'opposer deux systèmes politiques qui, dans le contexte mauritanien, apparaissent comme complémentaires, indissociables et hautement signifiants dans la pratique quotidienne.

L'actualisation de la solidarité supratribale et de la hiérarchie des rangs de la confédération des *Ahl Sîdi Mahmûd* se manifeste aussi bien sur le plan structurel (notamment les réorganisations des jeux factionnels "traditionnels" au sein des *Ahl Muhammad Mahmûd* dans le cadre "partidaire"¹ moderne), que sur le plan identitaire. Hier comme aujourd'hui, "être des *Ahl Sîdi Mahmûd*" veut dire affirmer une identité sociale élargie en fonction de relations sociales extérieures. Cette identité sociale reste importante dans la mesure où l'appartenance tribale en Mauritanie implique avant tout un positionnement politique et statutaire faisant référence à la place du groupe dans le cadre régional et national. Que le statut tribal des *Ahl Sîdi Mahmûd* soit reconnu par eux mêmes, comme par les autres groupes *bidân*, comme double et "flou", implique dans ce sens une double légitimité, guerrière et religieuse, qui contribue sans nul doute à l'affirmation dans le présent d'une place de dominance régionale forgée dans la

longue durée. Cependant, considéré d'un point de vue interne, le principe égalitaire (qui souligne la solidarité) se dilue au profit du principe hiérarchique de distinction de rang entre les onze *qabâ'il* confédérées. C'est en effet à ce niveau que l'on peut mieux apprécier la permanence d'un ordre politique et social établi en dehors des structures étatiques, mais qui perdure au sein même de l'Etat moderne. L'installation d'un régime démocratique ne semble pas impliquer un changement radical de cet état de choses, ceci d'autant plus que le gouvernement mauritanien actuel paraît avoir adopté une ligne politique d'encouragement officiel-officieux de ce qui était, hier encore, reconnu comme le "mal du pays", c'est-à-dire l'ordre tribal.

Mariella VILLASANTE-DE BEAUVAIS

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BONTE P.**- "Segmentarité et pouvoir chez les éleveurs nomades sahariens : éléments d'une problématique", sous la direction de l'Equipe Ecologie et Anthropologie des sociétés pastorales, *Production pastorale et société.*- Paris, Cambridge : (éd.) Maison des Sciences de l'Homme, Cambridge University Press, 1979, pp. 171-200.
- "Egalité et hiérarchie dans une tribu maure : les Awlâd Qaylân de l'Adrar mauritanien", in P. BONTE et alii. *Al-Ansâb. La quête des origines. Anthropologie historique de la société tribale arabe.*- Paris : Maison des Sciences de l'Homme, 1991, pp. 145-199.
- BOURDIEU P.**- *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques.*-Paris : Fayard, 1982, 243 p.
- DUMONT L.**- *Introduction à deux théories d'anthropologie sociale.*- Paris : Ed. de l'EHESS, 1972, 139 p.
- OULD CHEIKH A. W.**- *Nomadisme, Islam et pouvoir politique dans la société maure précoloniale (XIème-XIXème s.). Essai sur quelques aspects du tribalisme.*- Thèse en sociologie, Paris V, 1985, 1056 p.
- "La tribu dans tous ses états", *Al-Wasît*, Bulletin n° 1 de l'IMRS, Nouakchott, 1987, pp. 89-98.

¹Ce terme a été emprunté au mot castillan : "partidario", qui fait référence à l'adhésion individuelle ou collective à un "partido" (parti politique moderne).

◆ **DJEBARI Youcef.** - *La France en Algérie : Bilans et Perspectives.* 3 vol. - Alger : Office des Publications Universitaires, 1994. - 809 p.

L'objectif poursuivi par l'auteur est de réécrire l'histoire de l'Algérie notamment dans ses singularités économiques. Il montre comment la fusion du capital financier avec l'appareil d'Etat est la base du capitalisme d'Etat, dans ses formes coloniale et nationale. Il étudie la genèse, le développement et les limites du capitalisme d'Etat colonial dans l'Algérie française depuis 1830 jusqu'à l'indépendance politique de 1962.

Le statut spécial de l'Algérie pour le capital français est appréhendé à travers les engagements budgétaires de la France et les flux de marchandises et de capitaux.



La métropole s'est accaparée l'essentiel des exportations algériennes, et intervenait dans l'approvisionnement de la colonie pour la quasi-totalité des objets manufacturés. Le solde de la balance commerciale de l'Algérie a été positif avec l'étranger, alors qu'il a presque toujours été négatif avec la métropole.

Trois phases scandent l'histoire du capitalisme

algérien à l'époque coloniale.

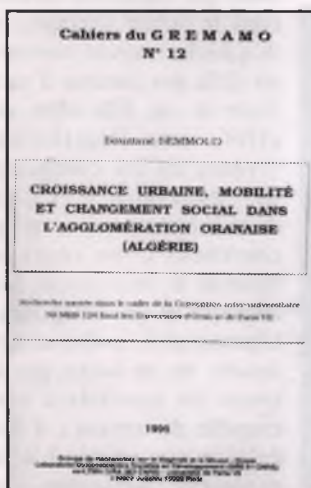
D'abord celle de la genèse du capitalisme d'Etat colonial : elle correspond à la période marquée par l'intervention brutale de l'Etat (français et colonial) pour disloquer et défigurer les formes économiques et sociales précoloniales afin d'exproprier les paysans, étendre les échanges et généraliser la monétarisation de l'économie. D'où selon l'auteur l'émergence de nouveaux rapports sociaux de production de type capitaliste.

Pour assurer le développement de cette forme de capitalisme, l'Etat colonial s'immisce directement dans le procès de valorisation du capital par le truchement des politiques fiscales et des emprunts, et par l'orientation des dépenses publiques vers les secteurs de l'accumulation, entretient des dépenses parasitaires dans le domaine militaire et prend en charge les frais des compagnies financières.

Les faiblesses de ce capitalisme apparaissent à la fin de la période coloniale au niveau des obstacles d'ordre objectif à l'accumulation du capital notamment dans les domaines de l'énergie, des transports, dans la formation de la force de travail, ainsi que dans l'atténuation des contradictions sociales et ethniques ou la réorientation des échanges et, par là même, la transformation du système productif. La situation du capital après l'indépendance est fortement marquée par la faiblesse et surtout la dépendance de la bourgeoisie algérienne.

◆ **SEMMOUD Bouziane.** - *Croissance urbaine, mobilité et changement social dans l'agglomération oranaise (Algérie).* - Cahiers du GREMAMO, n° 12.- 1995. - 70 p. (Publication du GREMAMO)

Cette étude s'inscrit dans une recherche plus large sur les processus d'urbanisation et d'aménagement du territoire en Algérie, menée par une équipe "mixte" (algéro-française) dans le cadre des activités du Département de Géographie de l'université d'Oran-Essénia et du Laboratoire "Tiers-Mondes, Afrique" de l'université Paris VII et motivée par une absence manifeste de travaux (géographiques et sociologiques) exhaustifs et fins sur les grandes villes d'Algérie.



L'auteur propose une lecture de l'évolution urbaine de l'agglomération oranaise au cours des trente dernières années à partir des derniers recensements généraux de la population et de l'habitat (1966, 1977, 1987) (avec à l'appui 25 figures et 15 tableaux) et de l'examen des contextes politiques et économiques.

La définition de trois champs spatiaux, la ville, l'agglomération et l'aire métropolitaine, permet l'observation d'une

croissance différenciée de ces trois zones : à l'instar d'autres grandes villes dans le monde arabe, la ville d'Oran connaît, depuis les années soixante-dix, un tarissement des flux migratoires qui y trouvaient leur aboutissement et un desserrement urbain en faveur, d'une part, de ses périphéries et de son aire métropolitaine et, d'autre part, des villes moyennes et petites de wilayat voisines (Tlemcem, Mascara, Mostaganem...). Il s'agit dans ce dernier cas de migrations de retour réalisées par des populations qualifiées et intégrées à l'emploi salarial.

Les mobilités résidentielles et la formation des nouvelles périphéries (à partir des années quatre-vingt), qualifiées par l'auteur de mouvement d'exurbanisation, sont expliquées par le désengagement de l'Etat et, simultanément, la libéralisation de l'accès au sol, et mises en rapport avec les politiques d'habitat. Les douars, ceinturant la ville, sont composés de fragments disparates à dominante populaire (habitat "spontané", recasement, lotissements) et offrent des conditions de vie difficiles. Dans la couronne pavillonnaire qui abrite des couches moyennes et aisées de la population, deux procédures de production foncière et immobilière ont prévalu : la coopérative et le lotissement.

Le nouvel espace périphérique se caractérise ainsi, selon l'auteur, par une ségrégation socio-spatiale, plus forte que dans le reste de la ville dont la composition est restée partiellement hétérogène.

◆ **EL-BIZRI Dalal.** - *L'ombre et son double. Femmes islamistes, libanaises et modernes.*- Beyrouth : Centre d'Études et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain, 1995. - 114 p. - (Les Cahiers du CERMOC 13)

À partir d'une enquête auprès de dix libanaises chi'ites de la banlieue sud de Beyrouth, D. El-Bizri ne prétend pas tirer de conclusions définitives sur les femmes islamistes et leur rapport à la modernité. Elle se propose de dépasser les commodités de pensée et les attitudes convenues pour appréhender une tendance à *la prolifération des Libanaises dans la sphère publique*, à laquelle ne dérogent pas les islamistes.



Bien que fortement ancrée dans le terroir libanais, la démarche suivie conduit au-delà des limites d'une étude de cas. Elle offre, en effet, une illustration vivante du jeu complexe de proximité et de distanciation qui relie le chercheur à son objet et informe le maniement des concepts et des catégories. L'auteur de *L'ombre et son double* ne se borne pas à livrer les résultats d'une enquête de terrain ; il les éclaire par un récit à la première personne du

singulier. En la circonstance, le dévoilement de trajectoires et d'attitudes généralement qualifiées par référence au port du *hijâb* revêt expressément la dimension d'un questionnement sur soi.

Ces femmes sorties de l'anonymat témoigneraient d'un *islamisme modernisé*. Confrontées aux mêmes problèmes que les femmes dites "modernes", elles s'emploient à harmoniser leur activité publique avec leur vie de foyer non sans faire preuve d'une *irréductible individualité* et d'un rapport au temps étranger à leur mère. Ces traits, toutefois, s'inscrivent dans une libanité qui, dominée par la faiblesse de l'État et le confessionnalisme, tend à cantonner la sphère publique dans l'espace et le territoire de chaque communauté.

En parallèle, l'on assisterait à l'expression d'une sorte de *modernité islamisée*. Le déploiement dans un espace public trouve sa justification dans l'adhésion à un islam tenu pour vrai à l'encontre d'un islam réputé traditionnel. Dans cette perspective, le *hijâb* est qualifié de *légal* au sens où il symboliserait non point le repli mais l'engagement et participerait d'un choix de société.

Les contradictions affleurent néanmoins entre les aspirations des femmes interviewées et les contraintes de la référence sacrée dont elles se réclament. Des *seuils* sont entrevus par les intéressées dont on ne sait si elles assumeront le franchissement ou s'ils serviront d'appuis à une régression.

◆ **BURGAT François, LARONDE André.** - *La Libye.* Paris : Presses Universitaires de France - n°1634 - 1996. - 127 p. (Que sais-je ?)

La réactualisation de ce *Que-sais-je ?* sur la Libye permet de faire le point sur les connaissances dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire, des sciences politiques et de l'économie. Après avoir retracé à grands traits l'histoire de ce pays, en traitant des principales périodes (Antiquité, conquête arabe et installation de la dynastie des Caramanli), les auteurs s'attachent à analyser la genèse et l'évolution du régime actuel. Le "système



Qadhafi" y est disséqué dans ses moindres détails.

Son projet politique peut se résumer par sa volonté de reconstituer la nation arabe mythique, en utilisant l'Occident et l'Etat d'Israël comme repoussoir idéologique. Libérer les "masses" en instaurant une république démocratique grâce aux congrès populaires, prônant un panarabisme laïcisant et un islam réformiste, tels sont les objectifs politiques du "Guide".

Quant à l'économie de la *Jamahiriyya*, elle se réalise dans la nationalisation du pétrole et de la moitié du parc immobilier. La manne pétrolière a contribué à réduire la misère permettant, ainsi à Qadhafi d'acheter le consensus politique et de consolider "sa" révolution. Mais, l'interventionnisme du régime avec entre autres, l'interdiction du petit commerce privé dans les années 1980 a produit des effets pervers. La situation est devenue d'autant plus difficile qu'à partir de 1982 la chute du prix du baril et du cours du dollar a contribué à créer une situation de pénurie inconnue jusque là

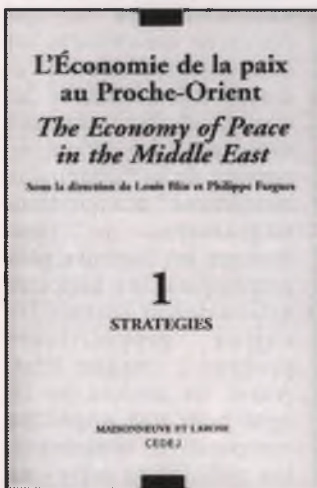
Aujourd'hui, le système politique libyen ne tient plus que par le contrôle de trois pôles concurrents (l'armée, le Congrès général et les comités révolutionnaires). Par ailleurs, les difficultés sont accentuées par les interventions étrangères, les conflits frontaliers et récemment par l'"affaire Lockerbie" et l'embargo militaire et aérien qui en a résulté.

De manière prospective les auteurs s'interrogent sur la capacité du régime libyen à se réformer de l'intérieur, à donner naissance à un nouveau credo politique susceptible de mobiliser la population et à surmonter les défis imposés par le nouvel ordre international. La longévité du régime laisse à penser qu'il en possède encore la ressource.

◆ **L'ÉCONOMIE DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT, THE ECONOMY OF PEACE IN THE MIDDLE EAST** ; sous la dir. de Louis BLIN et de Philippe FARGUES. - 2 vol.- Paris : Le Caire : Maisonneuve et Larose : CEDEJ. - 1995.

Volume 1 : STRATÉGIE. - 379 p.

Les négociations entreprises entre les protagonistes du conflit moyen-oriental consacrent la fin du primat du politique, dont la centralité exclusive, exacerbée en temps de guerre, a montré les limites : *la construction économique de la paix* est devenue une priorité. Sur ce



thème, le CEDEJ a rassemblé des études analysant les conséquences économiques du conflit israélo-arabe et les perspectives qui s'ouvrent à la région.

Le premier des deux tomes est consacré à l'évolution économique de la région et aux principaux enjeux recouverts par la paix. Si quelques projets se dessinent, grands chantiers, constitution d'une banque pour le développement, ou hypothétique mise en

place d'une zone de libre échange, l'impératif du réalisme, que s'imposent les auteurs, laisse entrevoir moins une forte intégration régionale qu'une insertion des différentes économies dans l'économie mondiale, selon des procédures normalisées, et par le biais d'axes divers, orientés vers des pôles économiques distincts -le très faible volume des échanges commerciaux interrégionaux est souligné à maintes reprises.

Défi, la paix l'est à plusieurs titres : sur le plan économique, l'enjeu principal de la normalisation est la construction d'une économie régionale, reposant sur un double mouvement de *globalisation* et de *régionalisation*. Alors que l'économie en pleine mutation est soumise aux pressions internationales, les accords de paix contribuent à créer des conditions favorables, susceptibles d'accélérer le processus de libéralisation économique et de coopération régionale. Par ailleurs, par analogie avec l'Europe de l'après-guerre, des auteurs attendent des avancées économiques un effet d'entraînement sur la situation générale de la région. La *nécessité de définir un dessein régional* prend acte de ce que l'économie et la paix dépendent l'une de l'autre.

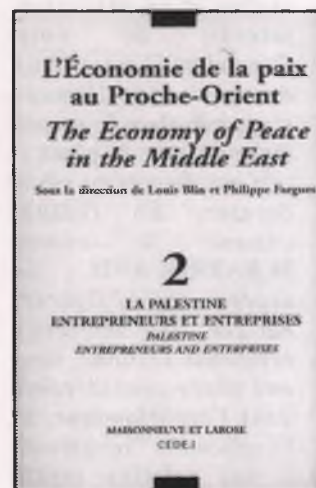
Fournissant des approches thématiques ou sectorielles, globales ou spécialisées, ce recueil pluridisciplinaire fournit autant de clés pour la compréhension des dynamiques et stratégies à l'oeuvre dans la région.

◆ **L'ÉCONOMIE DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT, THE ECONOMY OF PEACE IN THE MIDDLE EAST** ; sous la dir. de Louis BLIN et de Philippe FARGUES. - 2 vol.- Paris : Le Caire : Maisonneuve et Larose : CEDEJ. - 1995.

Volume 2 : LA PALESTINE :
ENTREPRENEURS ET ENTREPRISES - 384 p.

Les auteurs tentent de replacer l'économie palestinienne dans son contexte historique, politique, démographique et culturel.

Les deux questions de l'investissement et de la démographie apparaissent comme centrales, en terme d'emploi essentiellement.



Pour la première, la stabilité politique ne pourra qu'être favorable, puisque génératrice de confiance. En revanche, l'arme humaine d'hier (la surnatalité) est devenue un sérieux handicap, tandis que les phénomènes migratoires ont intensifié le transnationalisme de cette économie. Dans les deux cas, la petite entreprise, fortement productrice d'emplois, fait figure d'espoir.

Par ailleurs, une redistribution des rôles dans les rapports Etat-secteur privé se dessine : des groupes sociaux non étatiques, aspirant à l'ascension sociale, revendiquent des espaces d'autonomie dans un espace public à investir. Que ce soit dans les territoires occupés ou au sein de la diaspora, ces études mettent à jour un nouveau type d'entrepreneur, potentiellement vecteur de l'intégration de cette société. D'autres démontrent que l'économie est soumise à un ajustement structurel qui, fondé sur une conception *restrictive*, prive l'Etat de tout moyen de modulation en matière de développement. C'est l'occasion pour les analystes de s'interroger sur les liens entre Etat de droit, démocratie et changement politique au vu de la construction économique et politique de cet Etat. En revanche, "*si la Palestine est un pays nouveau, (...) elle est tout le contraire d'un pays neuf.*" A la différence des autres pays de la région, la construction de son économie nationale peut s'appuyer sur une tradition et une pratique entrepreneuriale dispersée mais constante. Reste un obstacle, souligné dans l'ouvrage, celui de l'imaginaire. L'hostilité véhiculée par nombre d'acteurs économiques arabes s'explique tant par le danger de la disparition de privilèges pour certains, que par une sorte de "phobie obsessionnelle contre la normalisation", dont l'origine principale est la méconnaissance et la surestimation des inégalités.

◆ **L'IMAGE DANS LE MONDE ARABE** ; sous la direction de Gilbert BEAUGÉ et Jean-François CLÉMENT - Paris : CNRS Éditions, 1995. - 322 p. - (Études de l'Annuaire de l'Afrique du Nord)

Généralement considéré comme un producteur peu prolifique d'images, le monde arabe est cependant depuis longtemps lui-même l'objet de l'imagerie occidentale. Sous l'oeil des peintres orientalistes, des voyageurs ou des photographes coloniaux, il a fourni une abondante matière iconographique qui apporte toutefois plus de renseignements sur la nature du regard porté que sur l'objet d'observation. Car il s'agit là d'un regard qui sélectionne, qui reconstruit, qui se détourne des sociétés



réelles et en définitive, interdit de voir. Cependant il serait faux de croire que l'image n'apparaît dans le monde arabe qu'avec la pénétration occidentale au siècle dernier. En réalité, comme le montre M. BARRUCAND, la représentation figurée, malgré une méfiance religieuse certaine, tient une place considérable dans l'art islamique. Si l'explication "religieuse" à une relative rareté iconographique doit être,

selon J.F. CLEMENT, mise en doute, il est revanche possible d'interroger les fonctions de l'image à différentes périodes historiques et dans différents milieux sociaux.

Aujourd'hui, l'image, y compris figurative est partout présente dans le monde arabe. Elle est massivement consommée sous forme de photographies, presse, télévision, imagerie et propagande politique... Mais elle est aussi produite, suivant des modèles traditionnels comme ceux de la calligraphie, ou bien empruntant les formes les plus modernes de la peinture occidentale. L'apparition récente de l'outil vidéo permet même le développement d'une mise en mémoire populaire à travers les films de mariage, de fêtes, etc.... Mais cette invasion, fortement liée à des productions et à des pratiques exogènes pose, dans le champ culturel, le même genre de problèmes que ceux qui sont plus souvent analysés dans le champ politique : se pose ainsi la question récurrente et apparemment insoluble du rapport entre modernité et authenticité (de quelle modernité et de quelle authenticité s'agit-il ?) et, en arrière plan, la problématique des rapports entre le réel des sociétés arabes et leur imaginaire. Au point que les auteurs n'hésitent pas à voir dans les productions plastiques arabes un sismographe de précision des sociétés qui les génèrent.

◆ **L'EUROPE ET TOUTES SES MIGRATIONS** ; sous la dir. de Catherine WIHTOL de WENDEN et Anne de TINGUY. - Bruxelles : Editions Complexe, 1995. - 173 p. - (Espace International)

Remettant en cause le mythe de l'Europe forteresse, les auteurs démontent, chiffres à l'appui, l'illusion idéologique de l'immigration zéro. Cet ouvrage qui se veut porteur d'une nouvelle approche des migrations privilégie une réflexion à la fois en termes de flux et d'intégration des populations dans les espaces européens. Au-delà des convergences politiques et économiques (fermeture des frontières, chômage, traitement policier de l'immigration, etc...), les pays européens maintiennent



leurs particularismes nationaux, en ce qui concerne notamment les conditions d'accueil et d'accès à la nationalité des anciens et des nouveaux migrants. La prise en compte de la "dimension européenne" des questions migratoires ne peut évacuer les facteurs géographiques, les histoires nationales et surtout les enjeux géopolitiques propres à chaque État. Aussi, les auteurs ont-ils opté pour une approche comparative, confrontant les politiques mises en oeuvre par les principaux

pays de l'Union Européenne.

En France, les "mirages de l'immigration zéro" (C. de WENDEN) semblent partagés par l'ensemble des décideurs, suscitant des hésitations et des balbutiements sur les questions migratoires. La forte tradition de droit commun n'a jamais complètement évacué une certaine dose de particularisme.

Plus complexe, la conception de la nation au Royaume-Uni aurait favorisé l'émergence de politiques volontaristes d'intégration, davantage imprégnées par le multiculturalisme et le souci de lutter contre les discriminations raciales. Ce "multiculturalisme officiel" (J. CROWLEY) ne doit pas masquer pour autant le fait que la tradition britannique est avant tout "assimilatrice". Le "cas allemand", analysé par D. THÄRANHARDT, révèle une situation contrastée selon les Länders et les origines nationales des migrants, fortement marquée par le fédéralisme et le rôle des organisations religieuses.

D'autres États européens, comme l'Italie (O. SCHMIDT DI FRIEDBERG), ne possèdent pas encore de véritable tradition d'accueil et sont donc contraints de faire leur apprentissage sur le tas.

Ce parti pris des auteurs en faveur de l'"Europe migratoire" doit être compris comme une forme d'audace scientifique dans un contexte européen dominé par des conceptions restrictives, parfois sécuritaires, de la circulation des individus.

■ CAHIERS DE LA
DOCUMENTATION MAROCAINE

Radioscopie de la presse marocaine

N° 2 - novembre 1995

Les nombreux titres recensés par cette *Radioscopie de la presse marocaine* (558) reflètent la richesse de la presse écrite marocaine. Face aux modernisations imposées par le bouleversement rapide des technologies et l'impératif d'accéder aux autoroutes de l'information, le Ministère Marocain de la Communication propose un bilan de l'état de ce moyen privilégié d'information.

Grâce aux données quantitatives et qualitatives fournies par ce numéro, se dessine un tableau précis de la presse marocaine contemporaine, de son environnement, de la nature des publications elles-mêmes, mais aussi du métier de journaliste. Les caractéristiques de l'Agence Nationale Maghreb Arabe Presse, de l'Institut de Formation, des différentes organisations professionnelles, du statut juridique et des conditions d'accès à la carte de presse constituent autant d'éléments qui structurent cet espace de communication et d'information. La question de la langue d'écriture est également soulevée, par le biais d'une étude comparée entre journaux en langue arabe et en langue française. Au delà d'une dualité sociale entre lecteurs, il apparaît que la presse écrite, pour répondre aux défis que lui lancent les technologies nouvelles doit, comme partout ailleurs, s'adapter aux besoins de ses lecteurs et à leur hétérogénéité.

On soulignera enfin l'importance accordée, à juste titre, à l'histoire de cette presse. En effet, les journaux marocains ont été vecteurs et acteurs de luttes politiques, que ce soit sous l'influence de la *nahda* orientale, des légations étrangères à Tanger, du mouvement nationaliste dans les années trente, ou à l'indépendance. Cependant, si la diversité de cette presse est, de l'avis des auteurs, la preuve d'un pluralisme de la pensée lié au multipartisme, une réflexion sur son contenu même aurait ajouté à ce tableau un intérêt supplémentaire.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION -
avenue Mohamed V - Place de la Grande
Poste - Rabat - tel. : (07) 76 60 16.

■ VUES ECONOMIQUES

N° 7 - 1995

L'épargne

S'il est généralement admis que l'épargne est vitale pour la croissance et le développement économiques, on constate au niveau mondial un déséquilibre entre épargne et investissement. Les ressources disponibles ne sont pas suffisantes pour financer les investissements nécessaires. Des facteurs structurels expliquent ce déséquilibre : importance de la dette publique, ralentissement de la croissance, apparition de besoins importants en Europe de l'Est, croissance de l'endettement privé...

Que faire pour remédier à cette pénurie de capitaux ? Les réponses à cette question semblent devoir intégrer les spécificités régionales et nationales. En Europe, où l'on constate une diminution des taux d'épargne de l'ensemble des agents, il serait vain de vouloir mener une politique de l'épargne commune tant les comportements financiers diffèrent d'un pays à l'autre. Dans le même ordre d'idées, la spécificité du mode de formation de l'épargne dans les pays en voie de développement doit être prise en compte, en particulier en Afrique où le système actuel de mobilisation de l'épargne est inadapté, comme le montre A.ONUM.

A.BELAL considère que *mobiliser les ressources internes qui existent par reconversion radicale des structures économiques héritées du passé* est la *condition sine qua non du développement économique*. Ainsi faudrait-il, par exemple, adapter le rôle des banques centrales, modifier le système officiel de financement et tenter de le faire admettre par les populations en vue d'enrayer la fuite de l'épargne des ménages vers les circuits informels. Le Maroc se situe dans le cadre de cette problématique générale. Dès 1974, des réformes ont été entreprises pour encourager l'épargne auprès des institutions bancaires. Il convient à l'heure actuelle d'encourager l'épargne financière en concentrant les efforts sur la mise en place de véritables marchés de capitaux.

BANQUE CENTRALE POPULAIRE -
DIRECTION DES ETUDES ET DE
L'INFORMATION ECONOMIQUE - 101, bd
Zertouni - Casablanca 02 - tel. : (02) 20
25 - fax (02) 20 19 33.

■ RAWAFID

N° 1 - 1995

L'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (Tunis) publie une nouvelle revue annuelle d'histoire contemporaine, en grande partie en arabe. Elle s'organise principalement autour d'un dossier consacré cette fois à *l'écriture de l'histoire du Mouvement National*, d'une partie *documents* (reproduisant une communication de Abdelwaheb Baker sur l'enseignement de l'histoire en Tunisie, datant de 1932) et d'une section *études* qui abrite des contributions diverses. Enfin, deux autres rubriques présentent des mémoires ou des thèses récents et les activités de l'Institut.

A travers le choix d'une approche historiographique, des auteurs comme M-H.CHERIF entendent dépasser le manichéisme et les enjeux sociaux immédiats qui sont le propre de toute histoire politique. Ce souci de renouveler une histoire nationale jusqu'alors écrite et enseignée sous un angle très anticolonialiste (H-R. HAMZA) débouche sur une réflexion critique dont les travaux de H.TIMOUMI (sur le rôle des campagnes dans la lutte contre la présence française) et les réflexions d'A.MAHJoubi sur l'histoire du mouvement national tunisien au début du XXème siècle portent la marque. Mais K.KCHIR-BENDANA met en garde, à travers un regard critique sur l'édition française, contre "une certaine tendance" de l'historiographie, caractérisée par un retour de l'histoire coloniale et la *renaissance des histoires nationales*.

On lira aussi, dans la partie *études*, des contributions de N.KAZDAGHLI sur les archives du Ministère des Affaires Etrangères de Russie comme source de l'histoire ottomane et d'A.JDEY qui présente *De nouvelles sources pour l'histoire du Cap Bon aux XIXème et XXème siècles*. Enfin, M.DHIFALLAHA traite du mouvement féministe tunisien de 1936 à 1956, H.JELLAB des commerçants djerbiens et H.BELAID des enjeux politiques et militaires des P.T.T. dans la Régence de Tunis.

REVUE DE L'INSTITUT SUPERIEUR
D'HISTOIRE DU MOUVEMENT NATIONAL -
ISHMN - 17, rue de Tolède - 2092 El
Manar 1 - Tunis - tel. : (1) 88 16 07/88
03 41 - fax : (1) 88 12 63.

■ OPTIONS

MEDITERRANEENNES

Série B - études et recherches - N° 14 - 1995

Les agricultures maghrébines à l'aube de l'an 2000

Coordinateur scientifique : Mahmoud ALLAYA

Les trois pays du Maghreb central accusent à des degrés divers un déficit alimentaire croissant notamment en aliments de base. Pour cette raison, les objectifs de sécurité alimentaire et d'équilibre de la balance agricole demeurent au centre des préoccupations politiques.

D'autre part les échanges commerciaux des trois pays se font essentiellement avec les pays de l'Union Européenne et connaissent un certain déséquilibre qui risque de s'aggraver suite aux accords multilatéraux et bilatéraux de libre échange.

Comment les pays du Maghreb pourront-ils produire dans des conditions compétitives par rapport aux autres pays exportateurs ? Comment pourront-ils améliorer le taux de couverture de leurs besoins en produits de première nécessité et accroître et diversifier leur production agricole destinée à l'exportation ? C'est autour de ces questions que s'articule cette publication collective.

On y lira d'abord une analyse des transformations de l'environnement international et notamment des conséquences attendues des accords du GATT et de la réforme de la PAC. Autre chapitre important, les politiques agricoles constituent une composante essentielle du développement. Leur analyse ne prend tout son sens qu'en les replaçant dans un cadre global et macro-économique afin de saisir l'influence des variables économiques et les effets d'interdépendance sectorielle.

Les deux dernières parties abordent quant à elles l'analyse des principales filières agricoles ainsi que la compétitivité des agricultures maghrébines sur le marché méditerranéen.

CENTRE INTERNATIONAL DES HAUTES
ETUDES AGRONOMIQUES
MEDITERRANÉENNES - INSTITUT
AGRONOMIQUE MEDITERRANÉEN DE
MONTPELLIER - 3191, route de Mende -
34033 Montpellier Cedex 1.

■ CONFLUENCES

MEDITERRANEE

N° 16 - hiver 1995-1996

Selon certaines thèses simplistes, l'islamisme serait en passe de se substituer à l'ancien "péril communiste", pour devenir la principale source de déstabilisation des relations internationales. De même, l'idéologie islamiste ne cesse de diaboliser un "Occident" monolithique, responsable de tous les maux dont souffrent les sociétés musulmanes (A.LAMCHICHI). Ces extrapolations idéologiques, dont l'histoire fournit de nombreuses illustrations (A-M.DELACAMBRE), ne cessent d'accentuer les antagonismes entre les deux civilisations. Certains auteurs, tel S-P.HUNTINGTON, se risquent aujourd'hui à avancer que la lutte que connaîtra l'humanité dans l'avenir consistera en un *choc des civilisations*.

La raison européenne, qui n'entrevoit le monde qu'à travers l'*opposition des extrêmes* (M.EL JABRI), aurait-elle, en l'espèce, une responsabilité particulière ? De ce point de vue, l'exemple français est caractéristique : l'émergence d'un islam public a été jugée à l'aune de la situation politique algérienne, rendant hautement suspecte toute forme de pratique ou de revendication religieuse, aussitôt taxée d'intégrisme (J.CESARI). Peu de voix se sont élevées pour souligner que l'engagement dans l'islam pouvait aussi révéler des recherches d'identité traversant l'ensemble de la jeunesse française.

L'opposition Islam/Occident est plus généralement encouragée par une forme d'*ignorance institutionnalisée*, et aussi longtemps que le passé de chaque nation ou de chaque communauté religieuse ne sera pas reconsidéré grâce aux outils de la critique historique, linguistique, sémiotique et anthropologique, il n'y aura aucune place pour des confrontations culturelles fertiles. Au contraire, les chocs culturels continueront de légitimer des luttes en faveur d'*identités culturelles mythologisées* (M.ARKOUN).

CONFLUENCES MEDITERRANÉE - 5, rue
Emile Duclaux - 75015 Paris.

■ MONDE ARABE

MAGHREB-MACHREK

N° 150 - octobre-décembre 1995

Les stratégies de *séparation* et de fragmentation de l'espace mises en place par Israël se sont fortement intensifiées depuis septembre 1993, et ce, en dépit des accords d'Oslo : les techniques utilisées sont le bouclage des territoires autonomes et occupés ainsi qu'un savant système de permis. B.DESTREMAU explique en quoi les accords *Oslo II* participent d'un *émiettement du territoire* en définissant trois types de zones en Cisjordanie et institutionnalisent une multitude d'enclaves, ce qui laisse la voie ouverte à des conflits potentiels.

Un autre dossier examine l'essor du mouvement associatif dans deux pays arabes, le Maroc et l'Égypte. Au Maroc, L.GATEAU et G.DENOEUX classent les associations en trois catégories - régionales, économiques et sociales, politiques - et démontent les mécanismes utilisés par le pouvoir pour, sous couvert d'encouragement, récupérer le mouvement. Tout en reconnaissant la vitalité de celui-ci, ils émettent des doutes quant à la possibilité de le voir se transformer en véritable société civile susceptible de s'ériger en contre-pouvoir face à l'Etat-Makhzen. En Égypte, S.BEN NEFISSA montre comment s'opère une réforme de la vie associative qui risque de conduire à un renforcement du rôle de l'Etat alors qu'elle visait le contraire.

En Algérie, enfin, la question de la langue demeure au centre du débat politique. A partir de son expérience d'enseignante et de linguiste, KH.TALEB BRAHIMI décrit l'univers linguistique complexe d'un pays où sont utilisés simultanément l'arabe dans ses variétés classique, standard et dialectale, les dialectes berbères et le français. Si l'auteur souligne le bien-fondé d'une politique d'arabisation, elle déplore néanmoins que celle-ci ait été appliquée de façon trop volontariste et centralisatrice, aboutissant à dévaloriser un multilinguisme qui aurait pu être source de richesse.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE - 29,
Quai Voltaire - 75344 Paris - tel. : (1)
40 15 72 18.

MÉMOIRES MÉDITERRANÉENNES

Association *Mémoires Méditerranéennes*

I.R.E.M.A.M., 7 avenue Pasteur

13617 Aix-en-Provence Cedex 1

Téléphone : 42 21 59 88

Télécopie : 42 21 52 75

L'Association *Mémoires Méditerranéennes*, présidée par le professeur André Raymond, a été créée en 1993 à Aix-en-Provence à l'initiative de chercheurs, pour la plupart des historiens, et de spécialistes de la conservation des archives (dont Madame Anne-Cécile Tizon-Germe, Conservateur du Centre des Archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence et secrétaire de l'Association), en vue de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine historique de l'aire méditerranéenne.

Pour ce faire, elle s'est donnée comme mission d'identifier, de collecter et de sauvegarder des documents et des archives d'origine privée datant de la présence française dans les pays du pourtour méditerranéen : documents écrits (livres, imprimés...), iconographiques (photos, cartes postales...) ou cinématographiques (films d'amateurs...), archives relatives à des personnes, des familles, des associations, des entreprises... et, d'une manière plus générale, tout témoignage de l'histoire.

Dans cette entreprise, l'Association s'est inspirée de l'expérience britannique et, notamment, du *Middle East Center* d'Oxford qui recueille des fonds privés d'origine anglo-saxonne.

Tout dépôt de document auprès de l'Association fait l'objet d'un contrat qui protège le dépositaire et permet d'identifier le document comme lui appartenant. Les délais de communication au public du document déposé, ou encore de son utilisation par un éditeur, sont fixés par les dépositaires eux-mêmes.

Les documents et archives privés ne sont pas conservés par l'Association mais remis à des institutions spécialisées, comme le Centre des Archives d'Outre-Mer (C.A.O.M.), l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM) ou encore, concernant les films, à une médiathèque. L'Association joue ainsi un rôle de relais entre le dépositaire et le centre de dépôt où les documents pourront être consultés.

L'Association se propose par ailleurs de favoriser leur mise en valeur par des actions scientifiques et culturelles, pouvant prendre la forme de travaux de recherche, de conférences, d'expositions, d'éditions... A ce titre, elle a déjà organisé avec le concours du C.A.O.M. une journée sur les films documentaires produits au Maghreb avant les indépendances. Cette manifestation, qui s'est tenue à Aix-en-Provence le 12 janvier 1996 à la cité du Livre (bibliothèque de la Méjanes), a offert à un large public des projections de courts métrages produits par le Gouvernement Général de l'Algérie et de films d'amateurs sur le Maroc et la Tunisie. Une table-ronde a également réuni des chercheurs de disciplines et de pays différents. Les interventions ont porté sur les thèmes suivants : la représentation cinématographique des maladies et des fléaux sociaux entre les deux guerres au Maghreb (P. Boom) ; les structures et les modalités de diffusion du documentaire colonial (F. Chevaldonné) ; les problèmes d'utilisation des fonds d'archives disponibles sur la période coloniale (B. Karache) ; la disponibilité du fonds des Archives d'Outre-Mer (E. Rabut) et des fonds des Archives du Film C.N.C. (Y. EL-Foutouh et H. Zertal).

Une prochaine manifestation aura lieu la première semaine de juillet 1996 dans le cadre des journées de l'A.F.E.M.A.M./E.U.R.A.M.E.S. à Aix-en-Provence.

Conseil d'administration de l'Association : André Raymond, Anne-Cécile Tizon-Germe, Michel Nieto, Claude Delaye, Isabelle Dion, Colette Dubois, Fabienne Fischer, Jean-Robert Henry, Gérard d. Khoury, Ahmed Mahiou, Sibylle de Maisonseul, Jean-François Maurel, Alfred-Louis de Prémare, Elisabeth Rabut, Alain Riottot.

- **16 février RABAT**
La politique linguistique au Maroc : ambivalence et enjeux.
 Rencontre organisée par l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS)
 Intervention : Ali BOUKOUS
 Coordination : A. KHATIBI
 Charia Maa El Ainine
 B.P. 6287 Rabat-Agdal
 Tél : (212-7) 77 20 04
 Fax : (212-7) 77 21 35
- **16 février-14 juin PARIS**
Villes du Maghreb.
 Séminaire du DEA
Dynamiques comparées des sociétés en développement. Séances le vendredi de 14 h à 16h.
 Coordination : C. CHANSON-JABEUR, B. SEMMOUD
 Université Paris 7
 Denis Diderot
 2, Place Jussieu,
 75005 Paris
 Tél : 44 27 47 01
 Fax : 44 27 79 87
- **1-2 mars TUNIS**
La gestion constitutionnelle des circonstances politiques particulières.
 Quatrièmes journées maghrébines de droit constitutionnel "Mustapha Chaker" organisées par l'Association Tunisienne de Droit Constitutionnel
 Coordination : Abdelfattah AMOR
 Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis,
 14, rue Hédi Karray
 2089 Ariana
 Tél : 230 235
 Fax : 717 255
- **7 mars RABAT**
Esquisse saharienne : le pays Takna, commerce, histoire et structure.
 Conférence organisée par le Département d'Anthropologie et des Sciences Sociales de
- l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS)
 Coordination : IURS
 Avenue Allal al-Fassi
 Madinat al-Ifrane
 B.P. 6287 RABAT-
 Instituts
 Tél : (212-7) 77 18 61
 Fax : (212-7) 77 21 35
- **8 mars TUNIS**
Les Ecrits des femmes tunisiennes : année 1995.
 Rencontre organisée par le Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF).
 Coordination : CREDIF
 Avenue du Roi Abdelaziz Al Saoud
 Rue 7131, El Manar
 2092 Tunis
 Tél : 885 322
 Fax : 882 893
- **8-9 mars RABAT**
Le financement des systèmes d'éducation et de formation professionnelle : débat sur la réforme.
 Table ronde organisée par la Fondation Abderrahim BOUABID et le Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Ressources Humaines (GERRH).
 Coordination : Fondation Abderrahim BOUABID
 123, rue de Palestine, Bettana, Salé
 Tél : (212-7) 84 33 13/14
 Fax : (212-7) 84 33 15
- **11 mars RABAT**
Femmes et développement.
 Colloque international organisé par la Fondation Maroc
 Coordination : M. HASSAD
 Fondation Maroc
 Quartier de l'Aviation
 Aéroport de Casa Anfa,
 Casablanca
 Tél : (212-2) 91 29 15
 Fax : (212-2) 91 29 02
- **12-14 mars TUNIS**
L'Espace local : développement et aménagement.
- VIIème Colloque de Géographie Maghrébine organisé par l'Association des Géographes Tunisiens (AGT).
 Coordination : Taoufik BELHARETH
 AGT, 43, rue de la Liberté, Le Bardo, 2019, Tunis
- **15-16 mars TUNIS**
Pratiques du métier d'historien.
 Journées scientifiques organisées par l'IRMC et l'Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts *Beit al Hikma*.
 Coordination : IRMC
 20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville
 1002 Tunis
 Tél : (216-1) 796 722
 Fax : (216-1) 797 376
Beit al Hikma
 25, Av. de la République,
 Carthage
 Tél : 277 275
- **19-21 mars HAMMAMET**
Ethique et vie.
 Colloque international organisé par Société Tunisienne des Etudes Philosophiques (STEP)
 Coordination : STEP
 62, rue Achour
 1006 Tunis
 Tél : 661 065
- **21-22 mars PARIS**
Structures autonomes et modèles étatiques : comparaisons et réciprocity (Makhzen et Empire ottoman).
 Séminaire organisé par l'Institut Maghreb-Europe.
 Coordination : René GALLISSOT
 Institut Maghreb-Europe
 Université Paris 8
 2, rue de la Liberté
 93526 Saint-Denis
 Cedex 02 (France)
 Tél : 49 40 68 67
 Fax : 49 40 68 10
- **21-23 mars BEYROUTH**
Diversité linguistique et culturelle et enjeux du développement.
 Premières journées scientifiques organisées par l'AUPELF/UREF,
- en collaboration avec l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.
 Coordination : Cynthia-Maria GHOBRIEL
 Rectorat de l'Université Saint-Joseph
 Beyrouth (Liban)
 Tél : (961-1) 426 456
 Fax : (961-1) 423 369
- **22 mars RABAT**
Les grandes échéances de l'Union européenne à l'horizon 2000 et les perspectives euro-méditerranéennes.
 Conférence-débat organisée par la Fondation A. BOUABID
 Coordination : Ali BOUABID
 123, rue de Palestine, Bettana-Salé
 Tél : (212-7) 84 33 13/14
 Fax : (212-7) 84 33 15
- **27 mars RABAT**
Gestion de l'espace urbain et décentralisation : le cas de Chefchaouen.
 Séance du séminaire *Recherches sur la ville* organisé par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain.
 Intervention : Jamal MOHAMER
 Coordination : IRMC
 1, rue Annaba
 Rabat
 Tél : (212-7) 76 96 40
 Fax : (212-7) 76 89 39
- **29 mars - 3 avril ZAGHOUAN**
Chrétiens et musulmans à l'époque de la Renaissance.
 IIème Congrès International organisé par la Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI).
 Coordination : FTESI
 B.P. 50 (1118) Zaghuan (Tunisie)
 Tél : 676 446
 Fax : 767 710
- **5-6 avril TUNIS**
Créativité et aménagement touristique en Tunisie : les lieux et les hommes.
 Colloque organisé par la

Faculté des Sciences Sociales et Humaines de l'Université de Tunis I.
Coordination : ZAKIA BOUAZIZ
Faculté des Sciences Sociales et Humaines
94, Bd. du 9 Avril 1938
1007 Tunis
Tél : 566 483
Fax : 567 551

- **10-12 avril RABAT**
Stratégies pour l'intégration de la science et de la technologie dans les économies du Maghreb et les défis de la transition.
Conférence internationale organisée par le Réseau Maghrébin pour l'Intégration de la Science et de la Technologie dans le développement au Maghreb (MAGHTECH).
Coordination : Abdelkader DJEFLAT
Faculté des Sciences Economiques et Sociales
59655 Villeneuve d'Ascq (France)
Tél : 20 33 71 03
Fax : 20 43 66 55

- **12-13 avril CARTHAGE**
Nouveaux territoires de l'anthropologie.
Journées scientifiques organisées par l'IRMC et l'Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts *Beit al Hikma*.
Coordination : IRMC
20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville
1002 Tunis
Tél : (216-1) 796 722
Fax : (216-1) 797 376
Beit al Hikma
25, Av. de la République,
Carthage
Tél : 277 275

- **12-14 avril TUNIS**
L'écriture de l'histoire dans l'œuvre d'André Malraux.
Colloque organisé par la Faculté des Lettres de la Manouba, Département de français.
Coordination : Hichem SLIK
Faculté des Lettres de Tunis
La Manouba 2010, Tunis

- **17-19 avril RABAT**
L'intermédiation sociale dans la ville.
Séminaire organisé par l'Association pour les Villes et Territoires Méditerranéens et l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU) de Rabat.
Coordination : F. NAVEZ-BOUCHANINE, A. HAYOT
AERAU/INAU (Rabat)
Tél : (212-7) 77 50 07
Fax : (212-7) 77 50 09

- **19-20 avril TUNIS**
L'apport de Piaget aux études pédagogiques et didactiques.
Colloque international organisé par l'Institut Supérieur de l'Education et de la Formation Continue (ISEFC) de l'Université de Tunis I.
Coordination : Ahmed CHABCHOUB
ISEFC, 43, rue de la Liberté, 2019 Le Bardo
Tél : 264 727
Fax : 568 954

- **21-24 avril ZAGHOUAN**
L'Interaction et les relations entre le Maghreb, l'Amérique Latine et l'Espagne.
Journées scientifiques organisées par la Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI).
Coordination : FTERSI
B.P. 50 (1118) Zaghouan (Tunisie)
Tél : 676 446
Fax : 676 710

- **22-25 avril GABES**
Deuxième Conférence Maghrébine de Génie des Procédés.
Conférence internationale co-organisée par l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Gabès, la Faculté des Sciences de Marrakech, l'Université de Blida et la Faculté d'Ingénierie de Tripoli.
Coordination : R. JEDAY
Secrétariat COMAGEP 2
Ecole Nationale

d'Ingénieurs de Gabès
Route de Médenine -
6029 Zrig Gabès
(Tunisie)
Tél : (216.5) 272 380
Fax : (216.5) 275.190

- **24-25 avril ORAN**
Etudes urbaines et milieux naturels en Algérie.
Colloque organisé par le Groupe de Recherche sur le Maghreb et le Moyen-Orient (GREMAMO).
Coordination : A. PRENANT, B. SEMMOUD
GREMAMO
Université Paris 7 Denis-Diderot
2, Place Jussieu
75251 Paris
Tél : 44 27 47 01
Fax : 44 27 79 87

- **2-6 mai TUNIS**
Méthodologie occidentale de recherche scientifique en sciences humaines et sociales sur les pays arabes et la Turquie.
Congrès international organisé par la Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI) et la Fondation Konrad Adenauer.
Coordination : Abdeljelil TEMIMI
B.P. 50 (1118) Zaghouan
Tél : 676 446
Fax : 676 710

- **10-11 mai CARTHAGE**
Le chercheur et le public.
Journées scientifiques organisées par l'IRMC et l'Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts *Beit al Hikma*.
Coordination : IRMC
20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville
1002 Tunis
Tél : (216-1) 796 722
Fax : (216-1) 797 376
Beit al Hikma
25, Av. de la République,
Carthage
Tél : 277 275

- **29-30 mai Oujda**
Emigration, espace et investissement.
Rencontre internationale

organisée par le Centre d'Etudes sur les Mouvements Migratoires Maghrébins (CEMMM) de l'Université Mohammed Ier d'Oujda.
Coordination : A. FALEH
Rectorat de l'Université Mohammed Ier
B.P. 524 Oujda (Maroc)
Tél : 74 47 83/74 47 85
Fax : 74 47 79

- **23-24 juin ALGER**
Première Conférence annuelle du Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement (CREAD).
Coordination : Smati ZOGHBI
CREAD
B.P. 197, Rostomia, Alger
Tél/fax : (213-2) 94 17 16

APPELS À CONTRIBUTION :

- **16-21 mai ZAGHOUAN**
Pour un corpus d'archéologie ottomane dans l'espace de l'Empire ottoman.
Premier congrès international d'archéologie co-organisé par la Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI) et l'Institut National du Patrimoine (INP).
Coordination : FTERSI
B.P. 50 (1118) Zaghouan (Tunisie)
Tél : 676 446
Fax : 676 710

- **3-5 juin CONSTANTINE**
Quelle université dans l'économie de marché ?
Séminaire organisé par l'Université de Constantine
Coordination : vice-Rectorat chargé de l'animation, de la promotion scientifique et des relations extérieures
Route de Ain El Bey
25000 Constantine (Algérie)
Tél : (213-04) 69 10 54
Fax : (213-04) 69 14 04

La construction sociale d'entreprises et d'entrepreneurs

Proposition de constitution d'un réseau dans le cadre du Groupe de Travail
Sociologie économique de l'Association Internationale des Sociologues
de Langue Française (AISLF)

Pierre-Noël DENIEUIL

APPEL À CONTRIBUTION

Nous proposons la constitution, au sein de l'AISLF, dans le cadre du Groupe de Travail *Sociologie Economique*, d'un réseau d'échanges scientifiques et de travaux s'attachant à promouvoir une connaissance **internationale et transdisciplinaire** des processus de **construction sociale des petites et moyennes entreprises** tant dans les pays dits en développement, que dans les régions industrialisées.

Son programme portera sur la compilation et l'analyse des **variations contextuelles et sociétales des manières d'entreprendre** au travers de l'approche comparative des comportements économiques, des pratiques professionnelles et des identités des petits entrepreneurs, de l'identification des milieux porteurs et des liens sociaux déployés.

Ce projet a pour antécédent direct des échanges de travail avec l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) et le Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Ressources Humaines de l'Association des Economistes Marocains sur le thème: **Entreprises et entrepreneurs au Maghreb, de l'identification des thèmes à la délimitation d'un champ**, et concrétisés par une journée d'étude tenue à l'IRMC de Rabat en juin 1995.

Il rencontre d'autre part des initiatives plus lointaines au sein du Laboratoire de Sociologie du Changement des Institutions (LSCI) : la constitution d'un axe de réflexion transversale sur **lien social et développement économique**, les recherches du CRIDA sur l'horizon international du **développement solidaire**, la tenue du séminaire de l'AISLF sur les Balkans et l'Europe et les engagements pris avec les sociologues bulgares du travail et de l'entreprise, puis des travaux menés autour des **tissus entrepreneuriaux régionaux** et des entrepreneurs du développement, ainsi que diverses recherches et plusieurs thèses.

DISPOSITIF PRATIQUE

L'originalité de ce groupe de travail résidera dans sa **structure en réseaux** et non en équipes centralisées. Sur chaque aire géographique, le correspondant du réseau sera chargé d'évaluer, voire de dynamiser les réseaux nationaux eux mêmes déjà en place.

Des **réunions d'échanges** seront régulièrement organisées, visant à la mise en commun d'informations, de pistes de recherches et des travaux effectués.

Les **analyses transversales** seront réalisées par des membres du réseau. Ceux-ci seront essentiellement des chercheurs et doctorants, mais il pourra, selon les opportunités, être élargi à des experts ou à des institutionnels du développement, voire à des chefs d'entreprises particulièrement sensibles à la thématique.

Un **séminaire** réunira les équipes une fois par an et permettrait d'organiser une **réflexion comparative** qui ouvrirait des perspectives toutes autres que celle d'une comparaison monographique qui ne constitue pas notre propos.

Enfin, les échanges de travail du réseau pourraient déboucher en 1997 sur la parution d'un premier **ouvrage** sur la question.

Le réseau est ouvert aux universitaires, chercheurs, doctorants, institutionnels et entrepreneurs. Des contacts sont actuellement engagés ou en cours avec le Portugal, la Bulgarie, la Tunisie, Haïti, le Maroc, le Québec, l'Arménie. Une première réunion se tiendra au cours du congrès de l'AISLF à Evora (Portugal) du 8 au 12 juillet 1996.

RENSEIGNEMENTS ET CONTACTS :

Pierre-Noël Denieuil, IRESO-LSCI-CRIDA-CNRS
59 Rue Pouchet, 75017 Paris
Tel. 40.25.10.64, ou 10.67 (messages)
Fax. 40.25.10.66

IRMC-RABAT

Alain ROUSSILLON, chargé de recherche au CNRS, exerce, depuis le 15 février 1996, les fonctions de Directeur de l'IRMC-Rabat en remplacement de Susan OSSMAN.

JOURNÉES SCIENTIFIQUES

Académie Tunisienne
Beit al-Hikma
IRMC-Tunis

L'Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts *Beit al Hikma* et l'IRMC organisent en 1996 trois séries de rencontres conçues dans le souci de favoriser le débat entre praticiens de la recherche sur les développements les plus récents des sciences sociales et historiques :

15-16 mars 1996

Pratiques du métier d'historien
(avec le concours de la MSH-Paris et de l'EHSS-Paris)

- **Vendredi 15 mars 1996, 10h-13h**
Méthodologie et Pratique de l'histoire du temps présent

François BÉDARIDA
Ancien directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (CNRS)
Secrétaire général du Comité International des Sciences Historiques
Editeur de *L'histoire et le métier d'historien en France (1945-1995)*.
Paris, MSH, 1995.

- **Vendredi 15 mars 1996, 15h-18h**
Les outils de l'historien sont-ils universels ?

Jean BOUTIER
Maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - Marseille
Editeur (avec Dominique JULIA) de *Passés recomposés, champs et chantiers de l'histoire*.
Revue *Autrement*, 150-151, janvier 1995.

- **Samedi 16 mars 1996, 10h-13h**
Une autre histoire sociale

Bernard LEPETIT
Directeur du Centre de Recherches Historiques, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - CNRS - Paris
Editeur de *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*.
Paris, Albin Michel, 1995.

12-13 avril 1996

Nouveaux territoires de l'Anthropologie
(avec le concours de la MSH-Paris- et de l'EHESS-Paris)

- *Anthropologie et politique*

Marc ABÉLÈS
Directeur de recherche au CNRS
Directeur du Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales,
Institut de Recherche sur les Sociétés Contemporaines- CNRS Paris

- *Anthropologie et histoire*

Gérard DELILLE
Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales-Paris
Institut Européen Universitaire de Florence

- *Anthropologie et sciences cognitives*

Gérard LENCLUD
Directeur de recherche au CNRS
Laboratoire d'Anthropologie Sociale - Collège de France-Paris

10-11 mai 1996

Le chercheur et le public

- *De l'usage social de l'édition et de l'usage éditorial des sciences sociales*

Bertrand **BADIE**

Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Directeur des Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques-Paris

- *La diffusion et la valorisation de la recherche en sciences sociales*

(intitulé provisoire)

Jean-Pierre **MACHELON**

Directeur Adjoint du Département des Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS-Paris

- *Recherche et enjeux de société*

(intitulé provisoire)

Joël **ROMAN**

Rédacteur en Chef de la Revue *Esprit*

Les rencontres se dérouleront au siège de l'Académie Tunisienne Beït al Hikma, Avenue de la République à Carthage.

PUBLICATIONS

Deux ouvrages s'inscrivant dans le cadre des programmes de recherche de l'IRMC seront publiés dans le courant de l'année 1996.

L'autorité des saints en Méditerranée occidentale

Editions Recherche sur les Civilisations (ERC) Paris.

Ouvrage collectif coordonné par Mohamed KERROU.

L'ambition est d'élucider le phénomène de la sainteté et ses enjeux en partant de cas précis, historiquement et socialement localisés. Envisagé sous l'angle de ses processus de naissance, de développement et de déclin et en fonction des différentes dimensions constitutives du champ socio-religieux, le commandement spirituel des saints s'avère un modèle de référence sociale et symbolique. Par sa capacité d'informer les mentalités et les attitudes, ce modèle conserve son efficacité en se reproduisant au sein des nouvelles structures hiérarchiques.

Politiques agricoles, stratégies paysannes et développement rural

Collection de l'IRMC *Recherches sur le Maghreb Contemporain*

Editions Alpha-Alif, Tunis

Ouvrage collectif coordonné par Mohamed ELLOUMI

Dans l'ensemble des pays de la Méditerranée occidentale, les agricultures et les sociétés rurales subissent de profondes mutations. Celles-ci interviennent dans le cadre d'une mondialisation de l'économie et d'une libéralisation des économies nationales, avec la disparition des protections et l'exacerbation de la concurrence sur les marchés internationaux voire nationaux.

Ces transformations militent en faveur d'un renouvellement des approches pour une analyse compréhensive et un comparatisme à l'échelle de la Méditerranée occidentale basé sur des analyses des politiques agricoles et sur des études de cas.

مراجعات

نشرية معهد البحوث المغاربية المعاصرة

المحتويات

3 مواقف بحث :
علم الإحصاء بين لغة العلم وأغة العمل
ألان ديروزيار

9 رسالة جامعية :
التضامن والتراتبية داخل مجموعة أهل سيدي محمود في موريطانيا
خلال القرون الثامن عشر والتاسع عشر والعشرين
ماريلا فيلاسنتي - دي بوفي

15 آخر ما صدر

19 المجلات

22 فضاءات البحث

23 الرزنامة العلمية

26 أنشطة معهد البحوث المغاربية المعاصرة

عدد 39 فيفري 1996

معهد البحوث المغاربية المعاصرة

